

Développement de l'énergie nucléaire

ISBN 978-92-64-99112-5

## **L'opinion publique et l'énergie nucléaire**

© OCDE 2010  
AEN n° 6860

AGENCE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE  
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

### L'AGENCE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN) a été créée le 1<sup>er</sup> février 1958 sous le nom d'Agence européenne pour l'énergie nucléaire de l'OECE. Elle a pris sa dénomination actuelle le 20 avril 1972, lorsque le Japon est devenu son premier pays membre de plein exercice non européen. L'Agence compte actuellement 28 pays membres de l'OCDE : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe également à ses travaux.

La mission de l'AEN est :

- d'aider ses pays membres à maintenir et à approfondir, par l'intermédiaire de la coopération internationale, les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, respectueuse de l'environnement et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ; et
- de fournir des évaluations faisant autorité et de dégager des convergences de vues sur des questions importantes qui serviront aux gouvernements à définir leur politique nucléaire, et contribueront aux analyses plus générales des politiques réalisées par l'OCDE concernant des aspects tels que l'énergie et le développement durable.

Les domaines de compétence de l'AEN comprennent la sûreté nucléaire et le régime des autorisations, la gestion des déchets radioactifs, la radioprotection, les sciences nucléaires, les aspects économiques et technologiques du cycle du combustible, le droit et la responsabilité nucléaires et l'information du public. La Banque de données de l'AEN procure aux pays participants des services scientifiques concernant les données nucléaires et les programmes de calcul.

Pour ces activités, ainsi que pour d'autres travaux connexes, l'AEN collabore étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, avec laquelle un Accord de coopération est en vigueur, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales opérant dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Publié en anglais sous le titre :

#### **Public Attitudes to Nuclear Power**

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2010

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

Photos de couverture : Akos Bodajki, Paks NPP, Hongrie.

## AVANT PROPOS

De nombreux gouvernements procèdent à un réexamen de leurs politiques énergétiques compte tenu des multiples défis que représentent l'instabilité des prix des combustibles fossiles, le changement climatique et la nécessité d'assurer la sécurité des approvisionnements en la matière. Ce rapport rassemble un certain nombre de sondages et d'enquêtes d'opinion particulièrement instructifs visant l'énergie nucléaire, avec pour objectif de mettre le résultat ainsi obtenu à la disposition d'un public élargi de décideurs et de relais d'opinion. Plus que dans la plupart des autres domaines d'élaboration de politiques publiques, les réactions du public sont fondamentales pour la détermination des politiques nucléaires dans les pays de l'OCDE/AEN, et l'inverse peut être vrai également, à savoir, la politique peut avoir une incidence sur l'opinion publique. Dans les pays où le nucléaire fait déjà partie du bouquet énergétique, on observe une réaction nettement plus favorable de leur population.

Les pays de l'OCDE/AEN ne pourront faire appel à l'énergie nucléaire que si un public éclairé estime que ses avantages l'emportent sur ses risques, ce qui généralement n'est pas encore une opinion largement répandue dans les pays couverts par les sondages. En l'absence d'événements spectaculaires, l'opinion évolue lentement et, dans un certain nombre de pays étudiés, elle devient plus favorable à l'énergie nucléaire. Cependant, une importante minorité de personnes interrogées n'a pas d'opinion bien arrêtée. Les réactions de ce bloc modéré seront déterminantes pour tout accroissement futur du rôle de l'énergie nucléaire.

Ce rapport offre un certain nombre d'enseignements sur les réactions du public face à l'énergie nucléaire. Il existe d'ordinaire une corrélation entre l'adhésion au nucléaire et le niveau d'expérience et de connaissance de l'électronucléaire. Il est intéressant de noter que le public est généralement conscient de la contribution de l'électronucléaire à la sécurité des approvisionnements énergétiques, mais il se rend moins compte de sa contribution potentielle à la lutte contre le changement climatique. Le public se montre aussi davantage préoccupé par les déchets nucléaires, le terrorisme et la prolifération que par la sûreté de l'exploitation. En particulier, une solution au

problème du stockage définitif des déchets aurait pour effet de renforcer notablement le niveau de soutien apporté à l'énergie nucléaire, comme le ferait une plus juste appréciation du rôle que cette dernière pourrait jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les gouvernements des pays de l'OCDE/AEN voudront peut-être réfléchir soigneusement à l'attitude à adopter face à ces résultats car, d'après les sondages, ils constituent la source d'informations sur les questions énergétiques la moins fiable, loin derrière les autorités de sûreté, les organisations non gouvernementales et les scientifiques. Les gouvernements de ces pays, qui souhaitent élargir le recours à l'énergie nucléaire, devront s'employer de manière durable à donner au grand public une information ouverte, honnête et équilibrée.

### **Remerciements**

Ce rapport a été rédigé par Pal Kovacs et Torsten Eng, analystes nucléaires, ainsi que par Stan Gordelier, ancien Chef de la Division du développement de l'énergie nucléaire de l'AEN, sous l'égide du Comité de l'AEN chargé des études techniques et économiques sur le développement de l'énergie nucléaire et du cycle du combustible (NDC).

## TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT PROPOS</b> .....	3
<b>QUESTIONS DE FOND SE POSANT AUX DÉCIDEURS : RÉCAPITULATIF</b> .....	7
<b>EXPOSÉ DE SYNTHÈSE</b> .....	9
<b>1. CONTEXTE</b> .....	11
<b>2. RÉSULTATS DES SONDAGES INTERNATIONAUX</b> .....	15
2.1 Études Eurobaromètre .....	15
2.2 Les sondages de l’AIEA – L’opinion publique dans le monde entier concernant les questions nucléaires.....	37
2.3 Aspects socio-démographiques .....	41
2.4 Sondages internationaux – aspects généraux.....	42
<b>3. TENDANCES CHRONOLOGIQUES DANS LES SONDAGES NATIONAUX D’OPINION PUBLIQUE</b> .....	43
<b>4. LES ÉVÉNEMENTS NUCLÉAIRES ET LEURS INCIDENCES SUR L’OPINION PUBLIQUE</b> .....	49
<b>5. GAGNER LA CONFIANCE PAR LA PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES</b> .....	51
<b>6. COMMUNICATION ET COMPRÉHENSION DU PUBLIC</b> .....	55
<b>7. CONCLUSIONS</b> .....	57
<b>LIST OF FIGURES</b>	
Figure 1: À votre avis, quelles seront dans 30 ans les trois principales sources d’énergie ? .....	21
Figure 2: Les avantages de l’électronucléaire sont plus importants que les risques qu’il présente .....	24
Figure 3: Niveau d’expérience personnelle et perception du risque.....	25
Figure 4: Niveau de connaissance et perception du risque .....	26

Figure 5: Degré d'adhésion à l'énergie nucléaire dans les pays dotés d'un parc nucléaire.....	27
Figure 6: Degré d'adhésion à l'énergie nucléaire dans les pays dépourvus d'un parc nucléaire.....	28
Figure 7: Il est possible de faire fonctionner une centrale nucléaire de manière sûre .....	29
Figure 8: Le terrorisme constitue une très grande menace contre les centrales nucléaires .....	30
Figure 9: Le stockage définitif de déchets radioactifs peut se faire de manière sûre .....	31
Figure 10: L'utilisation des matières radioactives est suffisamment protégée contre les utilisations malveillantes.....	31
Figure 11: Modification de l'acceptation de l'électronucléaire si le problème du stockage définitif de déchets radioactifs était résolu .....	34
Figure 12: Confiance dans les autorités de sûreté, les exploitants et la législation nucléaires .....	36
Figure 13: Finlande.....	44
Figure 14: France.....	45
Figure 15: Hongrie.....	45
Figure 16: Japon .....	46
Figure 17: Suède.....	46
Figure 18: Royaume-Uni.....	47
Figure 19: États-Unis.....	47
Figure 20: Idées que les résidents de Tokai Mura se font de la sûreté des installations nucléaires avant et après l'accident de 1999.....	50

#### **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1: Quels sont les problèmes les plus importants auxquels votre pays est confronté ?.....	17
Tableau 2: Quand vous pensez aux questions liées à l'énergie, qu'est ce qui vous vient tout d'abord à l'esprit ?.....	18
Tableau 3: À votre avis, quelles sont parmi les suivants les deux aspects auxquels la politique énergétique de votre gouvernement devrait accorder la priorité ?.....	20
Tableau 4: Dans quelle mesure faites-vous confiance aux informations sur les questions énergétiques provenant des sources suivantes ? .....	35
Tableau 5: Soutien en faveur de l'expansion de l'électronucléaire avant et après la fourniture d'explications sur les avantages du nucléaire pour lutter contre le changement climatique.....	39
Tableau 6: Synthèse de l'évolution dans le temps du soutien en faveur de l'énergie nucléaire .....	43

## **QUESTIONS DE FOND SE POSANT AUX DÉCIDEURS : RÉCAPITULATIF**

- Alors que de nombreux gouvernements sont en train de reconsidérer le rôle de l'énergie nucléaire dans leur bouquet énergétique national, l'électronucléaire demeure une question controversée du point de vue de l'opinion publique. La présente étude a recours à diverses données tirées de sondages d'opinion pour rechercher ce que pense le public et pourquoi.
- L'énergie nucléaire ne figure pas au premier rang des préoccupations de la plupart des gens. Les principaux sujets de préoccupation liés à l'énergie ont trait au prix et à la sécurité des approvisionnements énergétiques.
- Il semble que l'opinion publique visant l'énergie nucléaire évolue lentement et qu'elle ne soit pas normalement sujette à des fluctuations. Il n'est toutefois guère surprenant que des événements spectaculaires (les accidents de Three Mile Island et de Tchernobyl, par exemple) puissent provoquer un effondrement brutal du soutien de l'opinion publique, qui ne se redresse que lentement.
- Les données démontrent clairement que les pays, qui intègrent déjà l'électronucléaire dans leur bouquet énergétique, ont des publics qui sont mieux informés sur cette source d'énergie et mieux disposés à son égard. On ne distingue pas bien quelle est la cause et quel est l'effet.
- Dans de nombreux pays, de larges fractions du public n'ont pas d'opinion arrêtée pour ou contre l'énergie nucléaire. Si des gouvernements souhaitent introduire ou continuer d'utiliser l'énergie nucléaire dans leur bouquet énergétique, les positions prises par cette fraction indécise seront déterminantes.
- Il existe une nette corrélation entre la connaissance et le soutien. D'importantes fractions du public ne sont pas encore conscientes des

avantages potentiels qu'offre l'énergie nucléaire pour réduire les émissions de dioxyde de carbone liées au changement climatique (ou qui choisissent de ne pas y croire).

- Les facteurs qui réduisent le soutien du public à l'énergie nucléaire sont les préoccupations afférentes au terrorisme, à l'évacuation des déchets radioactifs et à l'utilisation abusive des matières nucléaires, dans cet ordre. L'inquiétude visant le terrorisme semble encore être vive, bien après les événements du 11 septembre 2001.
- Lorsque les avantages de l'énergie nucléaire eu égard au changement climatique sont expliqués, l'adhésion à l'énergie nucléaire chez les personnes interrogées augmente notablement. De même, si la question de l'évacuation des déchets radioactifs trouvait une solution satisfaisante, cette adhésion augmenterait aussi sensiblement.
- Les données montrent que les hommes sont plus favorables à l'énergie nucléaire que les femmes, que le soutien augmente généralement chez les personnes ayant un plus haut niveau d'instruction, chez ceux qui ont des opinions politiques de centre droit et chez les membres plus âgés de la communauté.
- Si les gouvernements souhaitent élargir le recours à l'énergie nucléaire, des relations suivies entre les décideurs, l'industrie nucléaire et la société, qui développent l'acquisition des connaissances et la participation du public, prendront une importance croissante. Cette communication doit être franche, honnête et équilibrée.
- Le public obtient la plupart de ses informations sur l'énergie et l'électronucléaire après des médias, mais ne leur fait pas confiance. Les scientifiques et les organisations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs sont les groupes en qui il a le plus confiance. La confiance dans les gouvernements nationaux pour ces questions est, en général, encore moindre que celle portée aux médias. Cela pose un véritable problème aux gouvernements qui souhaitent sensibiliser leurs publics et les influencer.

## EXPOSÉ DE SYNTHÈSE

De nombreux pays reconsidèrent leurs politiques énergétiques à cause des préoccupations sur le changement climatique, la sécurité des approvisionnements énergétiques et l'instabilité des prix des combustibles fossiles. On estime que l'énergie nucléaire offre des avantages notables si l'on veut pallier ces difficultés. Malgré cela, l'énergie nucléaire demeure un objet de controverse pour le grand public dans la plupart des pays. Le présent rapport examine une variété de données concernant l'opinion publique afin d'essayer de comprendre les réactions du public face aux divers problèmes liés à l'énergie et, en particulier, à l'énergie nucléaire. Ces données sont utilisées pour rechercher ce qui conduit à ces opinions et de quelle manière les décideurs pourraient le mieux dialoguer avec leurs publics pour parvenir à un débat éclairé sur les questions énergétiques.

Dans cette étude, on a tout d'abord eu largement recours aux données Eurobaromètre, qui offrent une abondante source d'informations par l'intermédiaire de plusieurs de ses études connexes et permettent de procéder à une comparaison sur une large sélection de pays européens à l'aide d'une méthodologie homogène et de questions cohérentes. Il est ainsi possible, en particulier, de comparer les pays qui ont actuellement recours à l'électro-nucléaire dans leur bouquet énergétique à ceux qui ne le font pas.

Il est ensuite fait usage d'un sondage d'opinion exécuté pour le compte de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) par un organisme professionnel indépendant de sondage. Les données dans cette enquête ont été recueillies auprès de 18 pays, dont quatre seulement sont membres de l'Union européenne. Une comparaison de ces deux ensembles de résultats sert à démontrer que les enseignements tirés des études Eurobaromètre sont généralement applicables à un plus large éventail de pays.

Enfin, lorsque les données étaient aisément disponibles (pour 7 pays), des données chronologiques ont été utilisées pour examiner l'évolution de l'opinion publique dans le temps. Ces données montrent que, en dehors des périodes associées à des événements spectaculaires, l'opinion publique évolue lentement et, si l'on ne tient pas compte d'un certain degré d'incertitude lié aux erreurs

entachant les sondages, elle n'est pas particulièrement changeante. Les accidents peuvent, toutefois, provoquer un effondrement brutal du soutien de l'opinion publique à l'électronucléaire, qui ne se redresse que lentement. Dans six des sept pays étudiés, l'opinion publique s'est montrée de plus en plus favorable à l'intégration de l'énergie nucléaire dans le bouquet énergétique.

Les données montrent que dans les pays où l'énergie nucléaire est déjà présente, les populations sont en général beaucoup mieux disposées à l'égard de son utilisation. Elles font aussi apparaître que ces publics sont généralement mieux informés et plus documentés sur les questions nucléaires et il existe une corrélation positive évidente entre les connaissances et le soutien. Cependant une difficulté à laquelle se heurtent les pays qui souhaitent avoir recours ou continuer de recourir à l'énergie nucléaire vient de ce que les sources gouvernementales d'information figurent généralement parmi celles auxquelles on fait le moins confiance dans ce domaine.

## 1. CONTEXTE

Les questions énergétiques sont une source croissante de préoccupation dans de nombreux pays membres ou non de l'OCDE, s'agissant de la hausse et de l'instabilité des prix, de la sécurité des approvisionnements et des rejets de dioxyde de carbone responsables du changement climatique. L'énergie nucléaire est considérée par de nombreux gouvernements comme susceptible de jouer un rôle dans la solution de ces trois problèmes, mais elle demeure une technologie controversée aux yeux du public. On ne peut espérer comprendre les réactions du public face à l'énergie nucléaire, et les aspects qui influent sur ces réactions, sans demander aux gens de donner leur avis.

L'opinion du public est en règle générale mesurée par l'intermédiaire de sondages d'opinion et tout indique qu'à condition d'être convenablement exécutés, les sondages reflètent généralement de façon objective et fidèle l'opinion du public. Ceci dit, il y a de nombreux points à prendre en considération quand on détermine la validité d'un sondage donné. Au nombre de ces derniers figurent :

- Le point de savoir si l'organisme, qui a commandité le sondage, a un intérêt direct dans un résultat particulier.
- Le point de savoir si la formulation et l'ordre des questions amèneront les personnes interrogées à répondre de certaines manières. Le fait de demander à ces personnes de choisir entre des catégories (par exemple, préférerez-vous l'énergie nucléaire aux énergies renouvelables ?) et d'utiliser des questions fermées masque les raisons qui sous-tendent l'opinion du public. Il est préférable d'utiliser des questions ouvertes qui conduisent à des réponses spontanées.
- Le point de savoir si l'échantillon est représentatif de la population pertinente (sexe, âge, niveau d'instruction, par exemple) et compte un nombre approprié de personnes interrogées.

Des différences dans la formulation et les méthodologies peuvent aboutir à des comparaisons trompeuses entre les résultats de différents sondages.

L'énergie nucléaire est une question controversée et un sujet délicat pour des sondages d'opinion. Les personnes interrogées tendent à avoir une opinion générale en la matière, mais les questions nucléaires peuvent susciter des réactions qui ne sont pas nécessairement liées au niveau de connaissance du sujet ou de la conscience des problèmes d'actualité qu'ont les gens. Cependant, on peut trouver des données sur les réactions du public face à l'énergie nucléaire dans un certain nombre de sondages d'opinion de qualité supérieure. Les sondages d'opinion peuvent être imprécis, mais ils constituent le seul instrument aisément accessible qui permette de comprendre les points de vue du public.

La présente étude commence par examiner les préoccupations globales des gens afin de voir où les problèmes énergétiques et l'énergie nucléaire en particulier s'inscrivent dans l'ensemble du tableau. Elle approfondit ensuite leurs opinions concernant plus précisément l'énergie nucléaire, afin de saisir quels aspects particuliers suscitent des préoccupations et pourquoi. Certains des facteurs, qui commandent les préoccupations visant l'énergie nucléaire, ont trait à ce qui est perçu comme un défaut d'information ; une section ultérieure de l'étude considère quelles sont les organisations auxquelles le public fait confiance pour lui fournir des éléments de compréhension.

Comme il est nécessaire de comparer des sondages d'opinion équivalents, dont la cible, la finalité, la formulation et la méthodologie sont homogènes, les sujets décrits plus haut sont principalement récapitulés par référence aux séries de sondages Eurobaromètre. En 2007, Eurobaromètre a publié les résultats de vastes enquêtes d'opinion publique visant la connaissance et la perception des technologies énergétiques [1] et les attitudes par rapport à la sûreté nucléaire [2]. Ces enquêtes ont été exécutées en 2006 pour le compte de la Commission européenne afin de permettre de mieux comprendre les points de vue des 500 millions de citoyens des 27 pays de l'Union européenne<sup>1</sup>. Un sondage Eurobaromètre de 2005 a analysé les attitudes à l'égard des déchets radioactifs [3].

L'étude se penche ensuite sur le résultat d'un sondage d'opinion patronné par l'AIEA qui examine l'opinion publique du monde entier, en cherchant à déterminer si le tableau obtenu en Europe est représentatif. Elle examine aussi

---

1. Pays de l'UE dotés de parcs nucléaires : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Lituanie, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie, Slovaquie et Suède. La Bulgarie et la Roumanie ont adhéré à l'UE pendant la durée de ces sondages ; les résultats émanant de ces pays n'ont été pris en compte que dans le sondage sur la sûreté nucléaire.

Pays de l'UE dépourvus de parcs nucléaires : Autriche, Chypre, Danemark, Estonie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pologne et Portugal.

la manière dont les réactions du public face à l'énergie nucléaire ont évolué au cours de la dernière décennie, sur la base de sondages chronologiques nationaux cohérents. Elle examine ensuite brièvement certains facteurs socio-démographiques et, enfin, analyse les facteurs sociaux et les communications.

## Références

- [1] Commission européenne (2007), Eurobaromètre spécial, *Energy Technologies: Knowledge, Perception, Measures*, (Les technologies de l'énergie : connaissance, perception et mesures) disponible à l'adresse suivante : [ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_262\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_262_en.pdf).
- [2] Commission européenne (2007), Eurobaromètre spécial, *Les européens et la sûreté nucléaire - Rapport*, 271/vague 66.2 – TNS Opinion & Social, disponible à l'adresse suivante : [ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_271\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_271_en.pdf).
- [3] Commission européenne (2005), Eurobaromètre spécial, *Les déchets radioactifs*, disponible à l'adresse suivante : [ec.europa.eu/publicopinion/archives/ebs/ebs\\_227\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/publicopinion/archives/ebs/ebs_227_en.pdf).

## 2. RÉSULTATS DES SONDAGES INTERNATIONAUX

### 2.1 Études Eurobaromètre

Depuis 1973, la Commission européenne a procédé à un suivi régulier de l'évolution de l'opinion publique dans les États Membres. Les enquêtes et études portent les grands sujets intéressant les citoyens européens : l'élargissement, la situation sociale, la santé, la culture, les technologies de l'information, l'énergie, l'environnement, etc. On peut regrouper ces études en cinq ensembles différents sur la base de la démarche méthodologique, à savoir les Eurobaromètres standards, spéciaux, pays candidats, flash (ou *ad hoc*) et les études qualitatives.

- L'Eurobaromètre standard a été instauré en 1973. Chaque enquête consiste en approximativement un millier d'interviews en face à face par État Membre (à l'exception de l'Allemagne : 1 500, du Luxembourg: 600 ; du Royaume-Uni : 1 300 y compris 300 en Irlande du Nord). Ces enquêtes sont exécutées de 2 à 5 fois par an, les rapports étant publiés deux fois par an.
- Les rapports Eurobaromètres spéciaux se fondent sur des études thématiques approfondies exécutées pour le compte de divers services de la Commission européenne ou d'autres institutions de l'UE et sont intégrés aux vagues de sondages en vue des rapports Eurobaromètres standards.
- Les études Eurobaromètres Pays candidats ont été exécutées entre 2001 et 2004 dans l'ensemble des 13 pays candidats à l'adhésion. La méthode appliquée est presque identique à celle utilisée pour les rapports Eurobaromètres standards. Un seul rapport est publié chaque année, à l'exclusion des rapports spéciaux.
- Des interviews téléphoniques thématiques ad hoc destinées aux rapports Eurobaromètres Flash sont menées à la demande de n'importe quel service de la Commission européenne. Ces enquêtes permettent à la Commission d'obtenir des résultats relativement rapidement et d'axer l'attention sur des groupes cibles particuliers selon les besoins.

- Les études qualitatives examinent de façon approfondie les motivations, les sentiments, les réactions de groupes sociaux choisis à l'égard d'un sujet ou concept donné, en écoutant et en analysant leur façon de s'exprimer dans des groupes de discussion ou des interviews non directives.

Les rapports Eurobaromètres sur les déchets radioactifs (227, 297), la sûreté nucléaire (271), les technologies de l'énergie (262) et le changement climatique (300), sont tous des rapports thématiques spéciaux approfondis, alors que les questions relevant des pouvoirs publics, visant par exemple la politique énergétique de l'UE (206a), sont des rapports Flash sur des interviews téléphoniques ad hoc rapides. Ce sont ces rapports Eurobaromètres qui sont analysés dans la présente étude.

### ***2.1.1 Le tableau général : l'énergie nucléaire figure-t-elle réellement parmi les grands sujets de préoccupation du public ?***

Certaines parties prenantes ont l'impression que l'énergie nucléaire est une importante source de préoccupation pour bien des gens. Le rapport Eurobaromètre spécial sur les technologies de l'énergie [1] donne un aperçu des questions que les gens considèrent comme importantes et de la place relative des questions énergétiques dans ce tableau d'ensemble. Pour déterminer où les questions énergétiques se situent dans leurs vies quotidiennes, on a demandé aux personnes interrogées d'indiquer, *spontanément*, quels sont, parmi les problèmes auxquels leur pays est aujourd'hui confronté, ceux qu'elles jugent les plus importants. Les résultats sont indiqués au tableau 1.

Le chômage a été mentionné comme le problème le plus préoccupant par 64 % des personnes interrogées, suivi par la criminalité (36 %), les soins de santé (33 %), la situation économique (30 %), l'immigration (29 %), les retraites (28 %), la hausse des prix (26 %), l'éducation (19 %), le terrorisme (19 %), la fiscalité (19 %), le logement (15 %) et ensuite l'énergie, mentionnée par 14 % seulement des personnes interrogées. La protection de l'environnement a été indiquée par 12 % d'entre elles. L'énergie nucléaire ne figurait pas parmi les sujets de préoccupation ainsi mentionnés spontanément, en fait les questions liées à l'énergie semblent en général revêtir une importance relativement faible.

Le tableau 2 présente les résultats afférents à une deuxième question appelant une réponse spontanée *Quand vous pensez aux questions liées à l'énergie, qu'est ce qui vous vient tout d'abord à l'esprit ?* un tiers a indiqué le prix, un quart a mentionné le caractère suffisant de l'énergie sous l'angle soit

des approvisionnements en électricité, soit de sources limitées en énergie, soit encore de la dépendance énergétique.

**Tableau 1: Quels sont les problèmes les plus importants auxquels votre pays est confronté ?**

Question	%
<b>Chômage</b>	<b>64</b>
<b>Criminalité</b>	<b>36</b>
<b>Système de santé publique</b>	<b>33</b>
<b>Situation économique</b>	<b>30</b>
<b>Immigration</b>	<b>29</b>
<b>Retraites</b>	<b>28</b>
<b>Inflation</b>	<b>26</b>
<b>Système éducatif</b>	<b>19</b>
<b>Terrorisme</b>	<b>19</b>
<b>Fiscalité</b>	<b>19</b>
<b>Logement</b>	<b>15</b>
<b>Prix et crises de l'énergie</b>	<b>14</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>12</b>
<b>Transports publics</b>	<b>6</b>
<b>Défense et affaires étrangères</b>	<b>5</b>

L'énergie nucléaire a spontanément été mentionnée par à peine 8 % des personnes au total, bien qu'elles aient été plus nombreuses en Suède (30 %) et en France (22 %), pays qui ont aussi été ceux où les citoyens ont été les moins nombreux (18 %) à mentionner les prix de l'énergie. La moitié des approvisionnements en électricité de la Suède proviennent du nucléaire, et en France ce sont les quatre cinquièmes. Il convient de noter que ces 8 % des personnes interrogées ont fait état de « l'énergie nucléaire » plutôt que, par exemple, « les inquiétudes concernant l'énergie nucléaire ». De même, 14 % ont fait état des « sources d'énergie renouvelables » et 4 % ont mentionné « le gaz ». Dans presque chaque pays, les prix de l'énergie ont été le plus souvent mentionnés spontanément comme le premier aspect associé aux questions énergétiques.

**Tableau 2 : Quand vous pensez aux questions liées à l'énergie, qu'est ce qui vous vient tout d'abord à l'esprit ?**

Problème	%
Prix de l'énergie	33
Sources d'énergies renouvelables	14
Approvisionnements en électricité	12
Sources limitées en énergie	9
Énergie nucléaire	8
Questions environnementales	7
Consommation d'énergie	6
Combustible	6
Modes d'utilisation de l'énergie	4
Gaz	4
Dépendance énergétique	3
Importance de l'énergie	3
Autres combustibles fossiles	3
Centrales électriques	1

La conclusion qui se dégage de ces questions du sondage Eurobaromètre sur les technologies de l'énergie, est que l'énergie nucléaire n'est pas prédominante dans les préoccupations quotidiennes des gens. Les problèmes qui viennent au premier rang, par ordre d'importance, ont trait plus directement à la stabilité économique, à la criminalité, et aux soins de santé. Les questions liées à l'énergie qui revêtent de l'importance dans l'esprit des personnes interrogées sont l'instabilité des prix de l'énergie, l'insécurité des approvisionnements énergétiques – aspects qui ont des incidences sur la population dans la vie courante – et l'espérance de sources d'énergies renouvelables.

### ***2.1.2 Quelle connaissance a le public des questions liées à l'énergie ?***

Il est utile de prendre en considération le niveau de connaissance et perception que les gens ont des sujets sur lesquels ils expriment des points de vue. Le sondage Eurobaromètre sur les technologies de l'énergie [1] a examiné les connaissances qu'ont les citoyens des questions liées à l'énergie, notamment des nouvelles technologies énergétiques et de la dépendance énergétique au niveau tant national que continental.

On a demandé aux gens quelles sont, du charbon, du pétrole, du gaz, du nucléaire, de l'hydroélectricité, de la biomasse, de l'énergie éolienne, de

l'énergie solaire et de l'énergie des océans, les trois sources d'énergie les plus utilisées dans leur pays. Les citoyens ont correctement identifié les trois sources d'énergie primaire les plus utilisées au niveau de l'UE comme étant le pétrole, le gaz et le nucléaire, mais n'avaient en général qu'une vague idée de l'importance des trois sources les plus utilisées dans leur propre pays. Les gens tendent à surestimer la part des sources d'énergie renouvelables, encore que dans les pays où l'énergie nucléaire figure parmi les trois principales sources d'énergie, les personnes interrogées sont en général conscientes de ce fait.

Afin d'étudier la façon dont les citoyens perçoivent la dépendance énergétique, on leur a demandé d'indiquer dans quelle mesure leur pays et l'UE dans son ensemble sont tributaires de l'énergie provenant de l'étranger. Près des deux tiers (61 %) des personnes pensent à juste titre que leur pays est entièrement ou très fortement tributaire des importations d'énergie, alors qu'à peine plus de la moitié (53 %) des gens estiment que l'UE en tant qu'entité est tributaire des importations d'énergie extérieures à l'Union. Les Espagnols se distinguent en pensant que leur pays a une indépendance énergétique supérieure à ce qu'elle est en réalité. Seuls 42 % d'entre eux croient que l'Espagne est tributaire des importations énergétiques alors que ce pays importe en réalité 81 % de ses besoins.

Plus de la moitié (58 %) des personnes interrogées affirment avoir entendu parler de la fusion nucléaire et près d'un tiers (31 %) disent avoir entendu parler de réacteurs nucléaires de quatrième génération. Il convient de se rappeler que cette question vise à déterminer si les personnes interrogées ont entendu parler de ces technologies, pas si elles les comprennent. Les pays dans lesquels la population semble être plus au courant des nouvelles technologies énergétiques que la moyenne sont l'Allemagne, la France, la Finlande, le Luxembourg et la Suède.

En résumé, deux tiers des personnes interrogées comprennent que leur pays est tributaire des sources d'énergie importées. Elles ne savaient pas toujours quelles sources énergétiques étaient les plus importantes dans leur pays, bien que les citoyens des pays dotés d'un parc nucléaire en aient été en général conscients. Ils avaient une meilleure connaissance des importantes sources énergétiques au niveau de l'UE, notamment du fait que le nucléaire contribue actuellement notablement aux approvisionnements énergétiques.

### ***2.1.3 Menaces et attentes liées à l'énergie***

Le sondage Eurobaromètre sur les technologies de l'énergie [1] s'est aussi penché sur ce que les populations attendent de la politique énergétique nationale

dans leur pays. Les résultats sont présentés dans le tableau 3. Priées de choisir sur une liste deux mesures prioritaires à faire figurer dans la politique énergétique du gouvernement, 45 % des personnes ont indiqué la garantie de prix modiques et 35 % la garantie d'un approvisionnement permanent en énergie. La protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement de la planète ont été mentionnées respectivement par 29 % et 13 % des personnes, la garantie de l'indépendance énergétique nationale par 18 % et la protection de la santé publique par 22 %.

Là encore, on constate que le prix et la sécurité des approvisionnements sont les aspects liés à l'énergie les plus importants aux yeux des gens.

**Tableau 3 : À votre avis, quels sont parmi les suivants les deux aspects auxquels la politique énergétique de votre gouvernement devrait accorder la priorité ?**

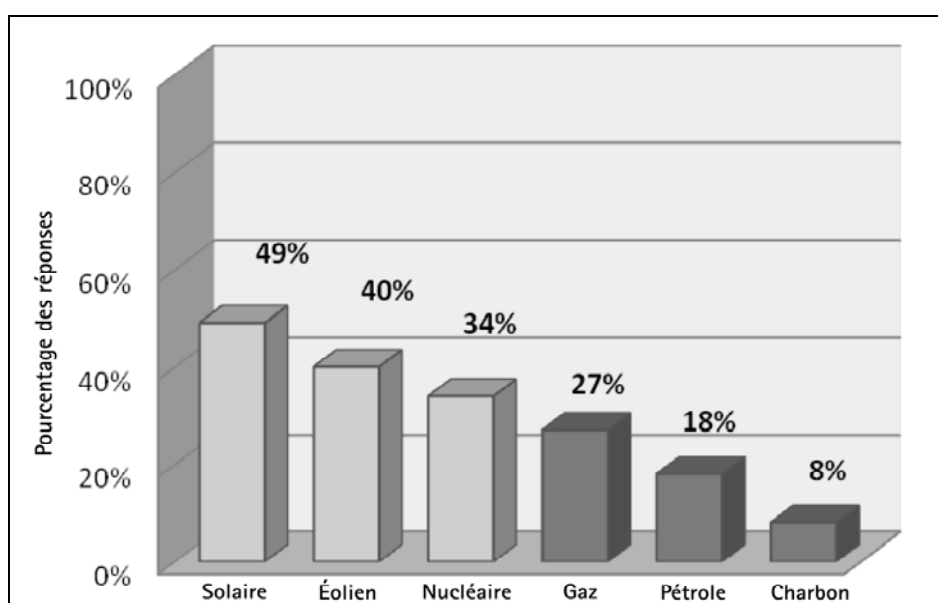
Aspect	%
<b>Garantie de prix modiques aux consommateurs</b>	<b>45</b>
<b>Garantie d'un approvisionnement permanent en énergie</b>	<b>35</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>29</b>
<b>Protection de la santé publique</b>	<b>22</b>
<b>Garantie de l'indépendance énergétique de votre pays</b>	<b>18</b>
<b>Réduction de la consommation d'énergie</b>	<b>15</b>
<b>Lutte contre le réchauffement de la planète</b>	<b>13</b>
<b>Garantie de la compétitivité des industries de votre pays</b>	<b>7</b>

Interrogées sur les menaces liées à l'énergie pesant sur leur pays au cours des trois prochaines années, 76 % des personnes ont estimé « très probable » ou « relativement probable » un doublement voire davantage des prix de l'énergie, 48 % une perturbation notable des approvisionnements en gaz, 40 % une attaque terroriste contre les infrastructures énergétiques et 36 % une perte de réseau électrique au plan national.

La perception des perspectives offertes par les sources d'énergies renouvelables devient manifeste lorsqu'il est demandé aux personnes interrogées d'indiquer quelles seraient les trois sources d'énergie les plus utilisées dans leur pays d'ici à 30 ans. Comme le montre la figure 1, les personnes interrogées s'attendent à ce que la consommation de combustibles fossile, de pétrole et de gaz en particulier, chute considérablement et fasse place à des hausses spectaculaires des énergies renouvelables, en particulier de l'énergie solaire et éolienne. Seules l'énergie nucléaire et l'énergie hydro-

électrique devraient fournir dans 30 ans des quantités d'énergie comparables à celles qu'elles assurent aujourd'hui. L'énergie solaire devrait figurer parmi les trois premières sources dans 21 des 25 États (d'alors) de l'UE, les citoyens d'Allemagne, de Belgique, de France, de Hongrie et du Luxembourg en particulier s'attendant à ce que le solaire devienne une importante source d'énergie. Ils sont seulement 27 % à penser que le gaz figurera parmi les trois principales sources, 18 % pour le pétrole et 8 % pour le charbon.

**Figure 1: À votre avis, quelles seront dans 30 ans les trois principales sources d'énergie ?**



Cet examen des attentes et des menaces perçues montre l'extrême importance du prix de l'énergie et de la sécurité énergétique aux yeux des personnes interrogées. Le sondage démontre aussi que les gens ont ce qui pourrait être une perception quelque peu irréaliste de la contribution que l'énergie solaire et l'énergie éolienne pourraient apporter aux approvisionnements énergétiques à l'avenir. Cependant, la seule source d'énergie qui figure, à la connaissance des gens, parmi les trois principales, tant aujourd'hui que dans 30 ans, est le nucléaire. Dans toute l'Europe, les gens s'attendent à ce que la part de l'énergie nucléaire demeure à l'avenir approximativement la même qu'aujourd'hui, 14 États de l'UE s'attendant à ce qu'elle fasse partie des trois principales sources d'énergie futures dans leur pays.

### ***2.1.4 Perceptions du risque et des avantages que présente l'énergie nucléaire***

Les sections précédentes mettent en évidence qu'en ce qui concerne les questions liées à l'énergie, les principales préoccupations des gens ont trait aux prix de l'énergie et à la sécurité des approvisionnements. Invitées à énumérer, dans leurs réponses spontanées, leurs principaux sujets de préoccupation, les personnes interrogées n'ont pas mentionné l'énergie nucléaire. Dans toute l'Europe, le nucléaire fait partie des trois sources d'énergie les plus utilisées tant aujourd'hui que dans 30 ans.

Cependant, lorsque le sondage Eurobaromètre sur les technologies de l'énergie a demandé, *Êtes-vous favorable ou opposé à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans votre pays ?*<sup>1</sup>, 20 % seulement de l'ensemble des personnes étaient nettement en faveur du nucléaire, 36 % ayant des opinions pondérées et 37 % étant nettement opposés. On trouvera dans la section 6 une analyse plus poussée de ces données. Les gens sont beaucoup plus catégoriques à propos de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables : ils sont 80 % à souscrire à l'utilisation de l'énergie solaire, 71 % à l'énergie éolienne, 65 % à l'énergie hydroélectrique, 60 % à l'énergie des océans et 55 % à l'énergie de la biomasse. Très peu de personnes interrogées sont opposées à ces sources d'énergie. En ce qui concerne les combustibles fossiles, 42 % sont favorables à l'utilisation du gaz et environ un quart accepte l'usage du pétrole et du charbon.

Le sondage Eurobaromètre sur Les européens et la sûreté nucléaire [2] a examiné si les gens percevaient d'éventuels avantages de l'énergie nucléaire. Il a constaté que 69 % des personnes reconnaissent que l'énergie nucléaire rend leur pays moins dépendant des importations d'énergie et accroît donc la sécurité des approvisionnements, 50 % conviennent qu'elle assure des prix inférieurs et plus stables de l'énergie et 46 % que l'énergie nucléaire contribue à limiter le réchauffement de la planète<sup>2</sup>. Dans tous les cas, les personnes interrogées qui souscrivent à ces trois affirmations, constituent le groupe le plus nombreux.

- 
1. Les personnes interrogées par Eurobaromètre ont été priées d'utiliser une échelle de 1 à 7, « 1 » signifiant « fortement opposé » et « 7 » signifiant « fortement favorable ». Eurobaromètre a considéré que les réponses « 1 » et « 2 » voulaient dire « opposé » et « 6 » et « 7 » voulaient dire « favorable ». Les réponses « 3 », « 4 » et « 5 » ont été considérées comme des « opinions pondérées ».
  2. On note un niveau élevé (23 %) de « ne savent pas » dans les réponses à la question sur l'effet de l'énergie nucléaire sur le réchauffement de la terre, impliquant une considérable méconnaissance du faible niveau des émissions de gaz à effet de serre de l'énergie nucléaire par rapport aux sources d'énergies fossiles.

Pourquoi alors y a-t-il 37 % des personnes interrogées qui sont nettement opposées à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans leur pays ? Le sondage Eurobaromètre Les européens et la sûreté nucléaire [2] apporte certaines réponses en posant la question suivante : *Quand vous pensez à l'énergie nucléaire, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en premier ?* Sur l'ensemble des personnes interrogées, 53 % ont estimé que les risques de l'électronucléaire en tant que source d'énergie l'emportent sur ses avantages, alors que 33 % seulement considèrent que les avantages l'emportent sur les risques qu'elle présente<sup>3</sup>.

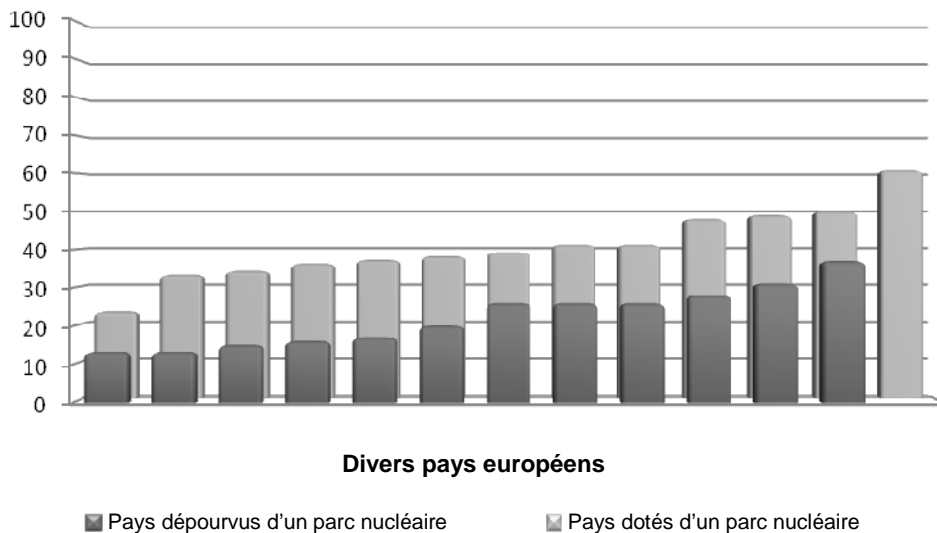
Les données recueillies au cours de ce sondage montrent aussi que les niveaux perçus de connaissance sur l'énergie nucléaire et d'expérience personnelle de cette énergie ont une incidence notable sur les opinions visant l'énergie nucléaire. Ce fait se trouve confirmé de bien des façons.

Tout d'abord, la figure 2 présente le degré d'accord des personnes interrogées avec l'affirmation *Les avantages liés à l'énergie nucléaire sont plus importants que les risques*, séparant les réponses entre les pays qui sont dotés d'un parc nucléaire – dans lesquels les citoyens sont susceptibles de se rendre compte qu'ils ont davantage de connaissance – et ceux qui en sont dépourvus. Cette figure montre clairement que, dans les pays où un parc nucléaire est en place, les gens perçoivent ces risques comme plus faibles que ne le font leurs homologues dans des pays dépourvus d'un parc nucléaire. Cependant, dans six pays seulement les personnes, qui considèrent que les avantages de l'énergie nucléaire sont plus importants que les risques qu'elle présente, sont effectivement plus nombreuses que celles qui sont d'avis opposé. Il s'agit de la Suède, où 61 % des personnes interrogées le pensent (malgré la politique suivie par leur gouvernement de l'époque de sortir progressivement du nucléaire), de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Finlande, de la République tchèque, et de la Slovaquie. La présence de l'Estonie est insolite à cet égard, car ce pays ne possède pas de parc nucléaire.

---

3. Les personnes interrogées étaient priées de choisir entre deux réponses : « Les avantages liés à l'énergie nucléaire sont plus importants que les risques » et « Les risques que représente l'énergie nucléaire sont plus importants que les avantages ». 6 % des personnes ont spontanément déclaré « aucun des deux » alors que 8 % ont répondu « ne savent pas ».

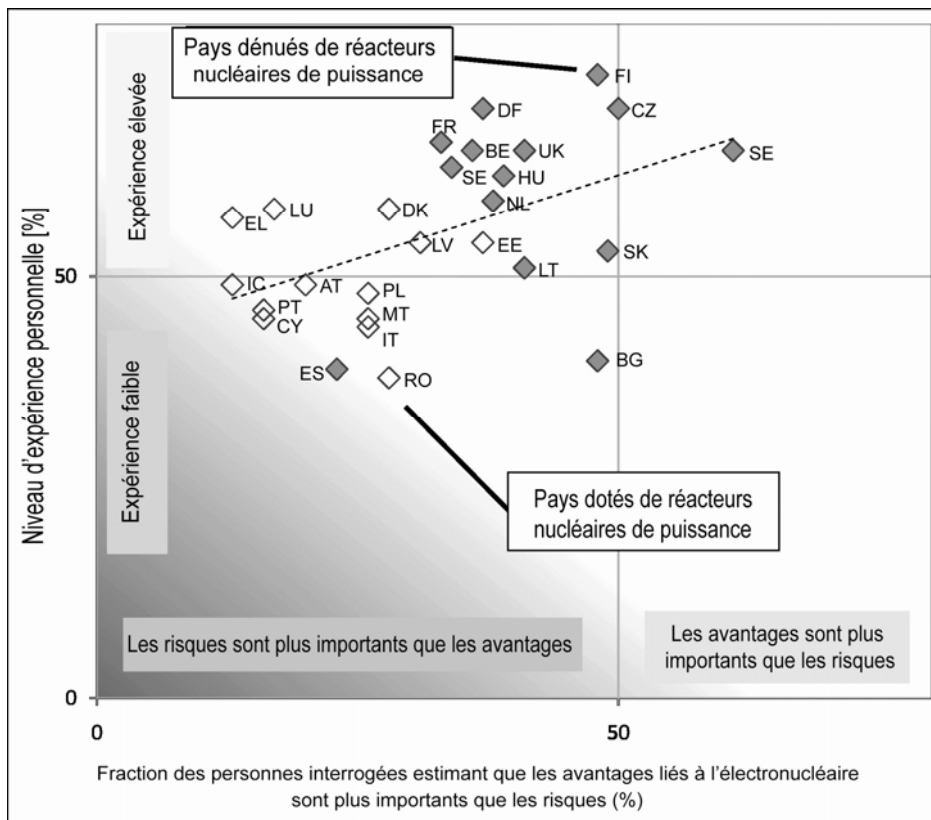
**Figure 2 : Les avantages de l'électronucléaire sont plus importants que les risques qu'il présente**



Le sondage Eurobaromètre sur Les européens et la sûreté nucléaire montre que l'expérience personnelle de l'énergie nucléaire a une incidence sur l'opinion du public, encore qu'elle soit plutôt faible. C'est ce que montre la figure 3, où l'axe vertical indique le pourcentage des personnes interrogées qui se considèrent comme averties. L'expérience considérée dans le sondage est celle de personnes ayant visité une centrale nucléaire, ayant vécu dans un rayon de 50 km d'une centrale, ou ayant travaillé sur des questions liées à l'énergie nucléaire ou connu quelqu'un qui l'a fait. Les personnes vivant au Luxembourg font état de hauts niveaux d'expérience personnelle de l'énergie nucléaire, mais pensent encore que les risques en sont plus importants que les avantages.

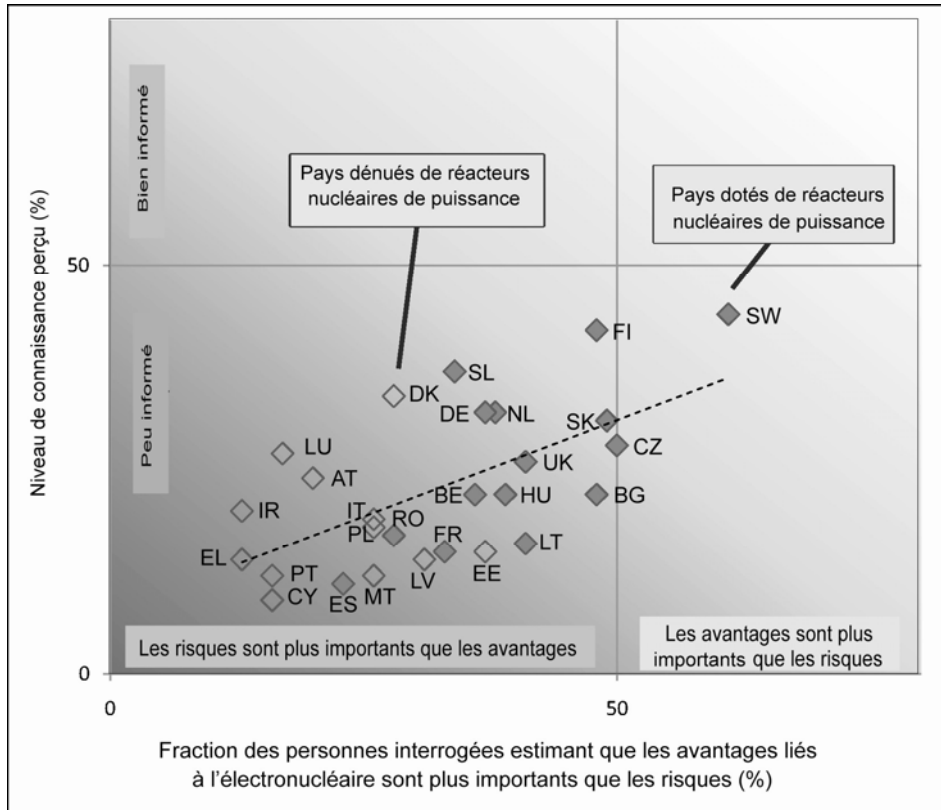
La figure 4 (où l'axe vertical indique le pourcentage de personnes interrogées qui ont le sentiment d'être bien informées) montre que les personnes, qui pensent être bien informées sur la sûreté nucléaire, ont tendance à percevoir un risque moindre que celles qui ne se sentent pas informées. C'est en particulier le cas en Suède. Le sentiment d'être informé semble jouer un rôle plus notable que ne le fait l'expérience personnelle, lorsque les gens se forgent une opinion sur les avantages et les risques de l'énergie nucléaire.

Figure 3 : Niveau d'expérience personnelle et perception du risque



En résumé, deux tiers des personnes considèrent que l'électronucléaire contribue à rendre leur pays moins dépendant des importations d'énergie, la moitié est d'avis qu'il garantit des prix de l'énergie bas et plus stables et un peu moins de la moitié en reconnaît les avantages du point de vue du changement climatique. Malgré cela, plus de la moitié des personnes considèrent que les risques de l'électronucléaire l'emportent sur ses avantages, en particulier si elles vivent dans des pays dépourvus d'un parc nucléaire, et donc n'ont guère d'expérience personnelle de cette énergie, ou si elles n'ont pas le sentiment d'être bien informées. Un tiers seulement des personnes interrogées a estimé que les avantages du nucléaire sont plus importants que les risques.

Figure 4 : Niveau de connaissance et perception du risque



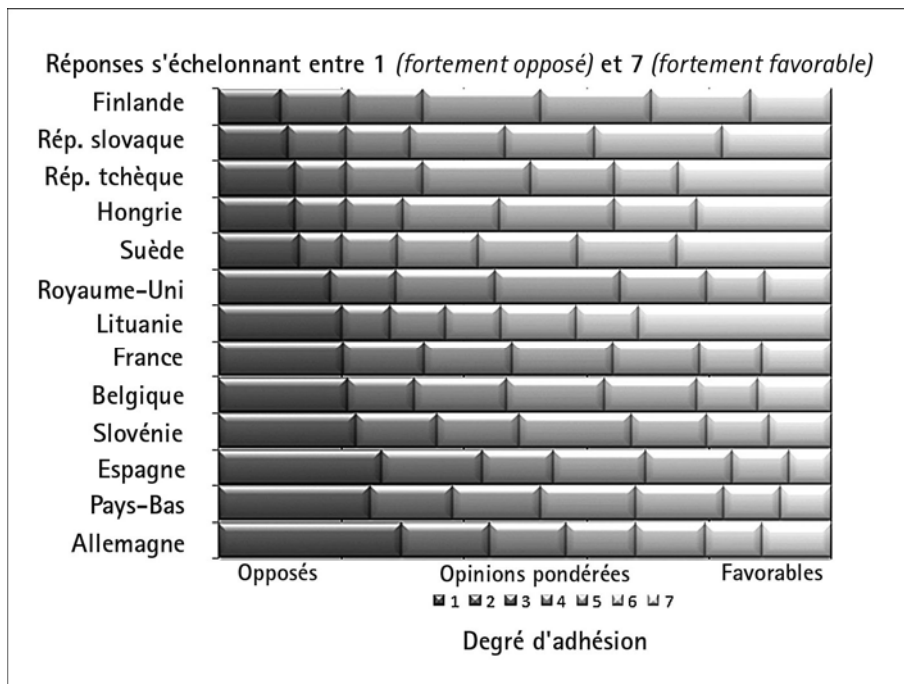
### 2.1.5 L'éventail des opinions du public

De nombreux sondages d'opinion demandant aux personnes interrogées si elles sont favorables à l'énergie nucléaire, appellent de simples réponses par « oui » ou « non ». Ces dernières peuvent être utiles pour déterminer des tendances temporelles, comme on peut le voir à la section 12, mais elles peuvent masquer des nuances dans les données. Le sondage Eurobaromètre sur les technologies de l'énergie a demandé *Êtes-vous favorable ou opposé à l'utilisation de ces différentes sources d'énergie dans votre pays ?* Comme cela est indiqué dans le corps du rapport sur ce sondage et décrit dans la section précédente, 20 % des personnes sont favorables au nucléaire, 36 % ayant des opinions pondérées et 37 % étant nettement opposés. Il est utile de procéder à un examen plus approfondi de ces données afin de saisir le poids de cette fraction des personnes interrogées qui a déclaré avoir des opinions pondérées.

Il a été demandé aux personnes sondées par Eurobaromètre d'utiliser une échelle allant de 1 à 7, « 1 » signifiant « fortement opposé » et « 7 » « fortement favorable ». Eurobaromètre a considéré que les réponses « 1 » et « 2 » voulaient dire « opposé » et « 6 » et « 7 » voulaient dire « favorable ». Les réponses « 3 », « 4 » et « 5 » ont été considérées comme des « opinions pondérées ».

La figure 5 présente ces données plus en détail pour les pays qui sont dotés d'un parc nucléaire. Sur cette figure, les pays sont classés en fonction de la fraction des personnes interrogées qui ont des opinions pondérées, représentées par les trois blocs centraux.

**Figure 5 : Degré d'adhésion à l'énergie nucléaire dans les pays dotés d'un parc nucléaire**

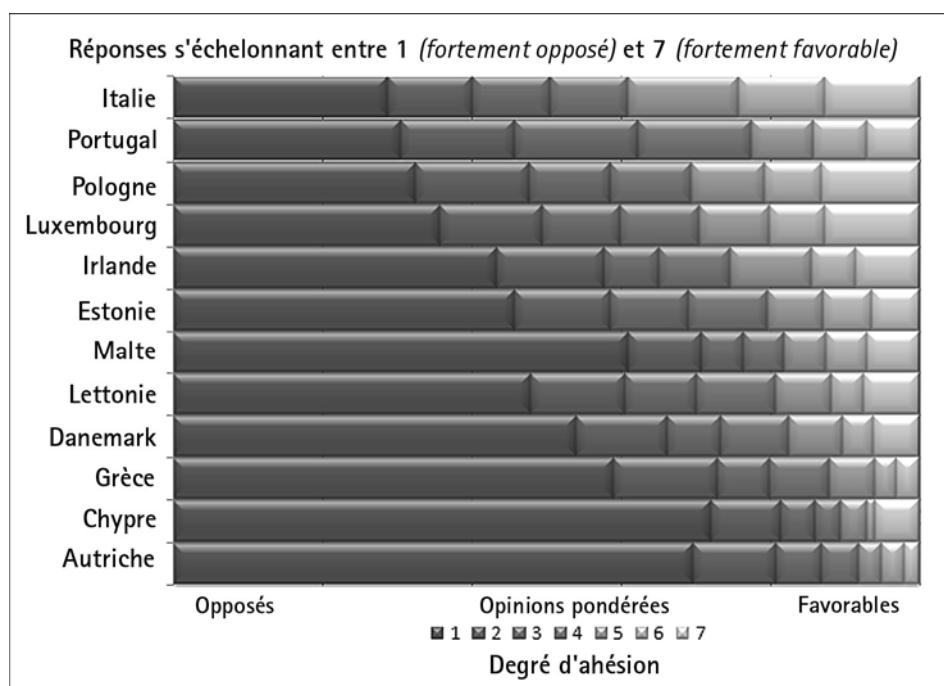


Cette figure présente un éventail d'opinion qui est large et assez pondéré, avec 41 % des personnes qui ont répondu « 3 », « 4 » et « 5 » ce qui correspond à des opinions pondérées au centre. En revanche, 28 % ont répondu « 6 » et « 7 » (favorables) et 31 % « 1 » et « 2 » (opposés). Ce groupe de personnes ayant des opinions pondérées au centre constitue la majorité relative (autrement dit l'option attirant le plus grand nombre de suffrages lorsqu'il y a plus de deux options) en Belgique, en Finlande, en France, en Hongrie, dans la

République tchèque, au Royaume-Uni en Slovaquie et en Slovénie et est presque égal au nombre de ceux qui sont opposés au nucléaire dans l'ensemble de l'UE. Il est probable que les personnes se situant dans cette plage centrale se considèrent mal informées et qu'elles exprimeraient une opinion plus catégorique si elles avaient davantage d'informations. Par conséquent, dans les pays qui souhaitent continuer à faire usage de l'énergie nucléaire, les stratégies de communication pourraient utilement prendre pour cible ce groupe de gens.

La figure 6 présente un ensemble analogue de données relatives aux pays qui sont dépourvus d'un parc nucléaire. Cette figure représente un éventail très différent d'opinions, avec 25 % seulement des personnes ayant des opinions pondérées au centre, qui ont répondu « 3 », « 4 » et « 5 ». En revanche, pour 12 % seulement la réponse a été « 6 » et « 7 » (favorable) et pour 54 % « 1 » et « 2 » (opposée).

**Figure 6. Degré d'adhésion à l'énergie nucléaire dans les pays dépourvus d'un parc nucléaire**



Il s'ensuit que les gouvernements souhaitant introduire l'électronucléaire dans leur pays devront orienter leurs stratégies de communication non seulement vers ceux qui se situent dans la plage centrale, mais aussi du moins

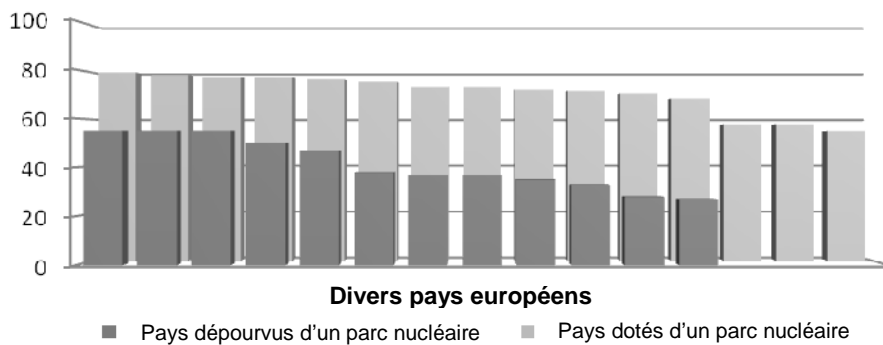
vers certaines de ces personnes qui sont fortement opposées à cette mise en place.

### 2.1.6 Qu'est-ce qui guide l'opinion du public sur l'énergie nucléaire ?

Le sondage Eurobaromètre sur Les européens et la sûreté nucléaire comportait des questions sur des facteurs de risque spécifiques, afin d'analyser la nature de ce qui influe sur la perception du risque.

En premier lieu, il convient de reconnaître qu'une majorité, (59 %) croit qu'il est possible de faire fonctionner une centrale nucléaire de manière sûre, contre 31 % qui ne le croient pas, comme on peut le voir à la figure 7.

**Figure 7 : Il est possible de faire fonctionner une centrale nucléaire de manière sûre [Réponse : « D'accord »]**



Les personnes interrogées croient que les plus gros risques liés à l'électronucléaire sont :

- le terrorisme, 74 % des personnes interrogées s'accordant à penser qu'il s'agit d'une menace grave pour les centrales nucléaires (l'étude sur le terrain en vue de ce rapport a été menée en novembre 2007, quelque 6 ans après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis) ;
- le stockage définitif des déchets radioactifs, 39 % seulement s'accordant à penser qu'il peut se faire de manière sûre ;
- l'utilisation malveillante des matières radioactives, 38 % seulement des personnes interrogées étant d'accord avec l'affirmation selon laquelle les matières radioactives sont suffisamment protégées contre les utilisations malveillantes.

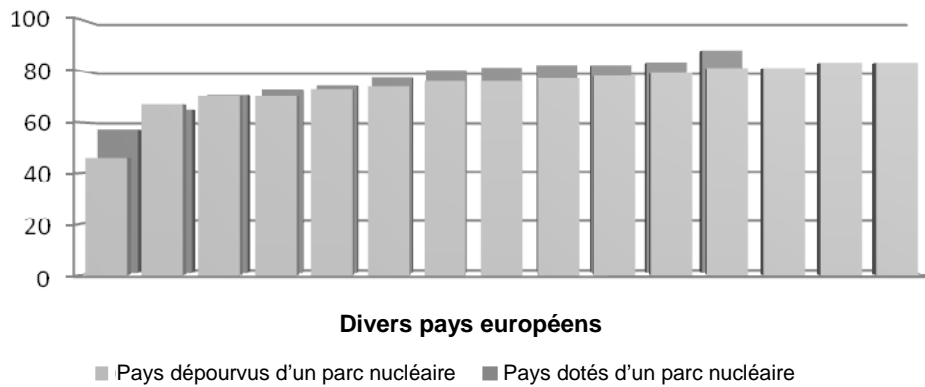
Les figures 8 à 10 présentent les réponses à ces questions avec la répartition des résultats entre pays dotés et dépourvus d'un parc nucléaire.

En outre, 51 % seulement des personnes interrogées pensent que l'agence de sûreté nucléaire de leur pays est capable de garantir le fonctionnement sûr des centrales nucléaires. L'opinion du public se partage presque à parts égales sur le point de savoir si les matières radioactives peuvent être transportées de manière sûre et si la législation nationale garantit suffisamment la sûreté nucléaire.

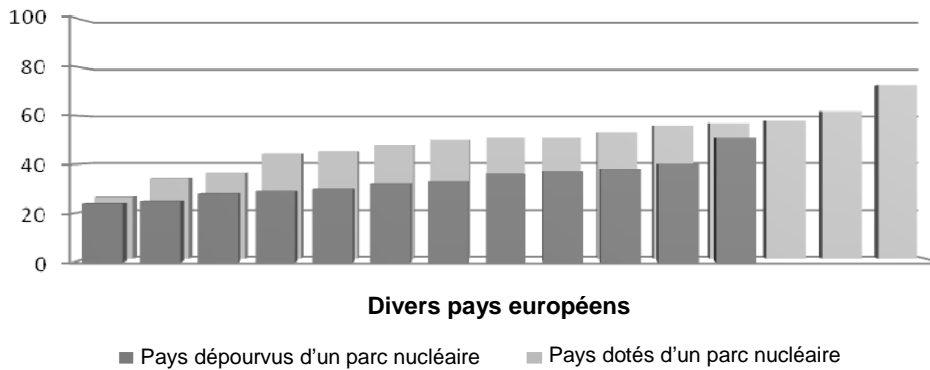
*Il importe de reconnaître qu'il s'agit de réponses à des questions fermées et que le sondage n'offrait pas aux personnes interrogées la possibilité de suggérer d'autres risques.*

Dans chaque pays où il y a des centrales nucléaires en exploitation, la population est en majorité convaincue que cela peut se faire de manière sûre. En outre, là où des centrales nucléaires sont en service, les gens font en majorité confiance aux entreprises qui les gèrent – sauf en Allemagne – et la population tend à faire davantage confiance à leurs agences nationales de sûreté nucléaire.

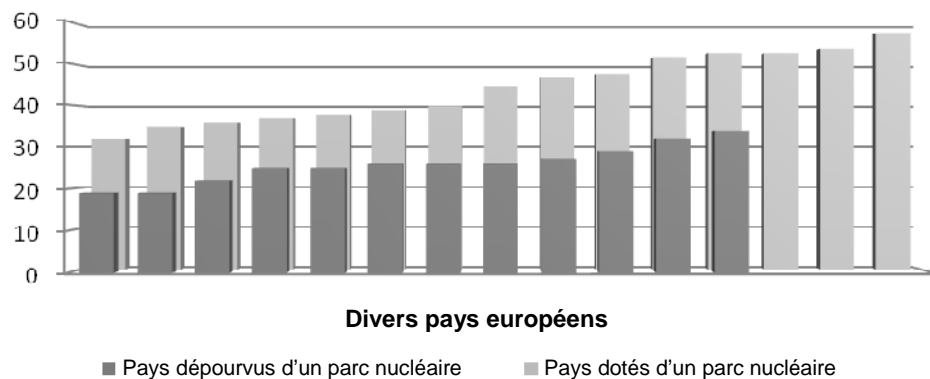
**Figure 8 : Le terrorisme constitue une très grande menace contre les centrales nucléaires [Réponse : « D'accord »]**



**Figure 9 : Le stockage définitif de déchets radioactifs peut se faire de manière sûre [Réponse : « D'accord »]**



**Figure 10 : L'utilisation de matières radioactives est suffisamment protégée contre les utilisations malveillantes [Réponse : « D'accord »]**



Cependant, qu'ils soient ou non dotés d'un parc nucléaire, dans tous les pays – à l'exception de l'Espagne – la majorité de la population pense que le terrorisme constitue une très grande menace contre les centrales nucléaires. Il se peut que les répercussions transfrontières potentielles des attaques terroristes influent sur ce résultat.

La moitié des Européens pensent que le stockage définitif de déchets radioactifs ne peut pas se faire de manière sûre, encore qu'ils soient 39 % à croire qu'une solution existe bien. Dans sept pays seulement, il y a une majorité à être persuadée qu'il existe une solution sûre pour la gestion finale des déchets radioactifs. Au nombre de ces derniers figure la Grèce, État ayant renoncé à l'énergie nucléaire. Cependant, dans douze pays, une majorité relative de

personnes interrogées croit qu'il existe une solution sûre pour la gestion finale des déchets radioactifs : la différence entre majorité relative et majorité absolue tient à l'existence d'une proportion notable de réponses « ne savent pas ». En France, 65 % des citoyens ne croient pas que les déchets radioactifs puissent être gérés de manière sûre, encore que le Gouvernement français ait pris des décisions fermes en la matière et que 80 % de la production d'électricité en France proviennent des centrales nucléaires.

Bien que le sondage Eurobaromètre n'ait pas directement abordé les avis sur le coût de l'énergie nucléaire, il semble probable que les gens seraient moins opposés s'il était clairement établi que le nucléaire réduirait le prix qu'ils payent pour l'électricité. Comme on l'a indiqué plus haut, 50 % s'accordent à penser que le nucléaire garantit que le prix de l'énergie reste bas et plus stable et la section 2 a montré que le prix figure au premier rang des préoccupations des gens concernant l'énergie. En revanche, l'opposition est de nature à s'accroître si les gens commencent à croire que l'électricité d'origine nucléaire majorerait leurs factures énergétiques.

En résumé, il ressort du sondage Eurobaromètre que les personnes interrogées sont plutôt davantage préoccupées par les « corollaires obligés » de l'énergie nucléaire (déchets radioactifs, terrorisme et prolifération) que par l'exploitation proprement dite des centrales nucléaires.

### ***2.1.7 Stockage définitif des déchets radioactifs***

La section précédente a montré que le stockage définitif des déchets radioactifs est considéré par bien des personnes comme une importante raison de s'opposer à l'énergie nucléaire. La présente section examine cet aspect plus en détail, en s'inspirant d'un troisième sondage Eurobaromètre sur Les déchets radioactifs. L'étude de terrain pour ce sondage a été exécutée en 2005.

Les données présentées dans le sondage Eurobaromètre sur Les déchets radioactifs permettent de se faire une idée de l'évolution des réactions face à l'énergie nucléaire si le problème des déchets radioactifs était résolu.

Ce sondage commençait par demander *Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à l'énergie produite par des centrales nucléaires ?* Il a montré que 55 % des personnes étaient opposé au nucléaire et 37 % y étaient favorables. On a ensuite demandé aux opposants à l'énergie nucléaire dans quelle mesure ils y seraient favorables *si* le problème des déchets radioactifs était résolu.

Les réponses à cette question montrent que 38 % de ceux qui étaient opposés à l'énergie nucléaire, se déclareraient en sa faveur si le problème du stockage définitif des déchets radioactifs venait à être résolu. À peine plus de la moitié (57 %) des personnes opposées à l'énergie nucléaire resteraient sur leur position si ce problème des déchets était résolu.

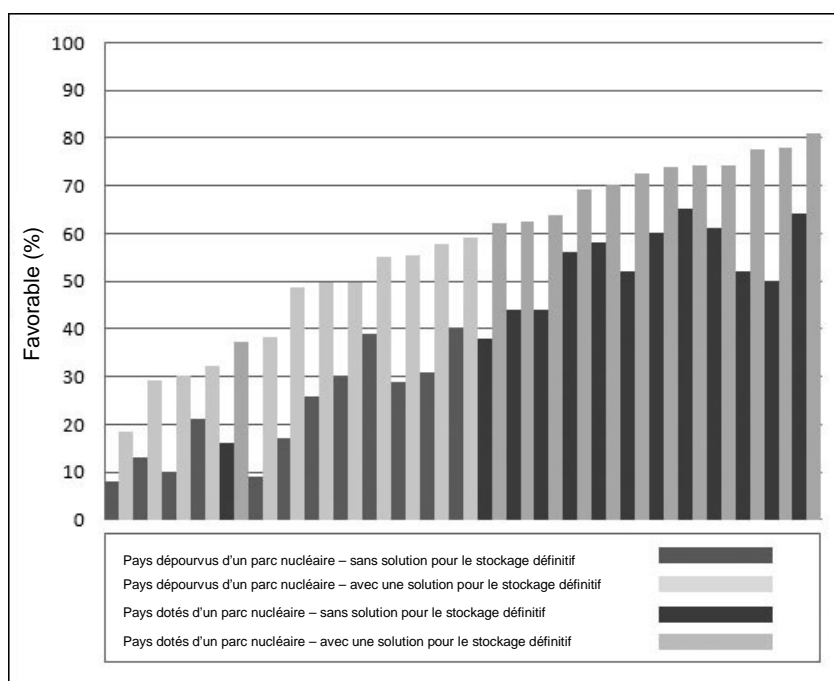
Ce résultat est présenté à la figure 11, là encore avec une distinction entre pays dotés et dépourvus d'un parc nucléaire. Cela montre que les citoyens de 16 des 25 pays (d'alors) de l'UE se déclareraient en faveur du nucléaire si le problème des déchets était résolu, soit le double environ du nombre de deux qui sont favorables au nucléaire en l'absence d'une solution à ce problème.

Les réponses à d'autres questions du sondage Eurobaromètre sur Les déchets radioactifs confirment l'intensité des préoccupations visant le stockage définitif des déchets.

- 92 % se montrent d'accord avec l'affirmation selon laquelle une solution pour les déchets hautement radioactifs devrait être développée maintenant et pas laissée aux générations futures ;
- 81 % croient qu'il est politiquement impopulaire de prendre des décisions sur le traitement de n'importe quel déchet dangereux ;
- 79 % pensent que le retard à prendre des décisions dans la plupart des pays signifie qu'il n'existe pas de manière sûre de se débarrasser des déchets hautement radioactifs.

Il est d'emblée manifeste que l'opposition à l'énergie nucléaire s'atténuerait notablement si la question du stockage définitif des déchets trouvait une solution.

**Figure 11 : Modification de l'acceptation de l'électronucléaire si le problème du stockage définitif des déchets radioactifs était résolu**



### 2.1.8 Nécessité d'améliorer l'information sur l'énergie nucléaire

D'une façon générale, il semble que les gens deviennent de mieux en mieux disposés à l'égard du nucléaire lorsqu'ils ont le sentiment d'être mieux informés. Il ressort des sondages Eurobaromètre que les Européens considèrent qu'ils ne possèdent pas une bonne connaissance des questions de sûreté nucléaire. Un quart ne se sent « pas du tout informé » à ce sujet et 50 % supplémentaires considèrent qu'ils ne sont « pas très bien informés ». Comme on l'a vu plus haut, le sentiment d'être informé est lié à la présence ou non de centrales nucléaires dans le pays.

La section 6 a montré que lorsqu'on leur a demandé de donner leur avis par rapport à un éventail de réponses possibles, un nombre notable de personnes des pays dotés d'un parc nucléaire ont exprimé des opinions se situant dans la plage centrale de cet éventail plutôt qu'à ses extrêmes. Le sondage Eurobaromètre sur Les européens et la sûreté nucléaire permet de se faire une idée sur le point de savoir si l'adhésion à l'énergie nucléaire se trouverait

renforcée si les gens en comprenaient mieux les avantages potentiels. Il a été demandé dans ce sondage si la part actuelle de l'énergie nucléaire dans le total des sources d'énergie devait être réduite, maintenue au même niveau ou augmentée. Ensuite, une liste d'affirmations a été présentée concernant l'intérêt que présente l'énergie nucléaire afin de lutter contre le changement climatique et d'accroître la sécurité énergétique. Étant donné que ces affirmations étaient vraies, 21 % de ceux qui souhaitaient auparavant réduire la part de l'énergie nucléaire, la maintiendraient maintenant et 6 % encore l'augmenteraient. Parmi ceux qui, initialement, souhaitaient maintenir cette part, 16 % l'augmenteraient désormais. Le fait de fournir davantage d'informations sur l'électronucléaire en tant qu'option énergétique semble avoir un effet positif sur les réactions à son égard.

Les médias constituent la principale source d'information des Européens, 87 % d'entre eux tirant leurs informations de la télévision, 44 % de la radio et 37 % des quotidiens locaux ou régionaux. Ils ne sont qu'un petit nombre à penser que les médias leur fournissent une information suffisante pour se faire une opinion des questions nucléaires. À l'exception de la Finlande, une grande majorité de citoyens considère dans tous les pays que l'information offerte par les médias n'est pas suffisante.

Un quart seulement des personnes interrogées se déclare satisfait de l'information prodiguée dans les écoles sur les questions nucléaires.

À qui donc fait-on confiance pour obtenir des informations sur la sûreté nucléaire ? Là encore les sondages Eurobaromètre sur Les Européens et la sûreté nucléaire et sur Les technologies de l'énergie permettent de s'en faire une certaine idée comme le montre le tableau 4.

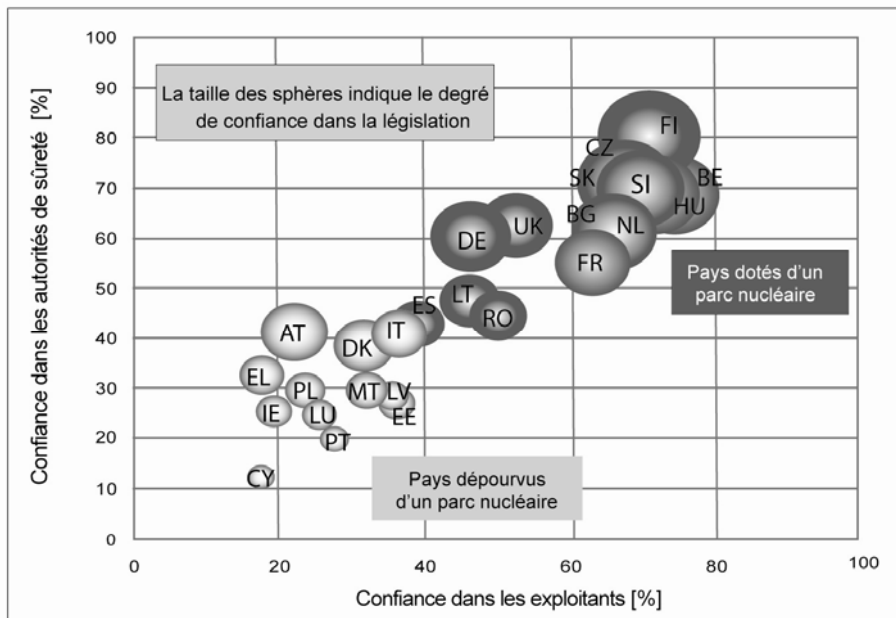
**Tableau 4 : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux informations sur les questions énergétiques provenant des sources suivantes ?**

Source	Sondage	Confiance %
Les scientifiques	Énergie	71
Les associations de protection de l'environnement ou de défense des consommateurs	Énergie	64
Les autorités nationales de sécurité nucléaire	Nucléaire	51
Les entreprises qui gèrent les centrales nucléaires	Nucléaire	46
La télévision, la radio, la presse	Énergie	31
Le Gouvernement du pays	Énergie	29

Bien que les médias soient les sources les plus utilisées pour recueillir des nouvelles, dans le cas de la sûreté nucléaire les Européens ont tendance à ne pas faire autant confiance aux journalistes qu'à des sources d'information plus spécialisées telles que des scientifiques ou des organismes de protection de l'environnement. Moins d'un tiers des personnes interrogées font confiance aux Gouvernements nationaux.

Il est préoccupant de constater que la moitié des gens au total semble faire confiance aux autorités nationales de sûreté nucléaire ou aux entreprises qui gèrent des centrales nucléaires. Cet aspect fait l'objet d'un examen plus approfondi dans la figure 12 qui compare la confiance accordée aux autorités de sûreté, aux exploitants et le degré de confiance dans la législation dans le cas des pays dotés ou dépourvus d'un parc nucléaire. Il est manifeste que les degrés de confiance dans les exploitants et les autorités de sûreté présentent une forte corrélation. En outre, la confiance augmente à mesure que le crédit accordé à la législation s'accroît. Là encore, les pays dépourvus d'un parc nucléaire et donc ne possédant guère d'expérience de première main, présentent les degrés les plus bas de confiance tant dans les exploitants que dans les autorités de sûreté.

**Figure 12 : Confiance dans les autorités de sûreté, les exploitants et la législation nucléaires**



En résumé, une connaissance accrue de l'énergie nucléaire conduit à de plus hauts degrés d'adhésion, mais la plupart des gens ont le sentiment d'avoir des niveaux de connaissances insuffisants. Ils font beaucoup plus confiance aux scientifiques et aux organismes de protection de l'environnement (ONGs) qu'aux médias – qui sont la source de connaissances de la plupart des personnes – pour leur fournir des informations. La moitié seulement des personnes au total font confiance aux entreprises et aux autorités de sûreté, mais le degré de confiance augmente dans les pays dotés d'un parc nucléaire.

## **2.2 Les sondages de l'AIEA – L'opinion publique dans le monde entier concernant les questions nucléaires**

La présente étude a jusqu'ici été axée sur l'opinion relative à l'énergie nucléaire en Europe, principalement pour tirer profit des méthodologies homogènes utilisées par la série des sondages Eurobaromètre. La présente section examine l'opinion dans 18 pays du monde entier<sup>4</sup> en utilisant les données tirées d'un sondage exécuté en 2005 pour le compte de l'AIEA par Globescan. Il importe de se rappeler que les questions et la méthodologie utilisées par Globescan ne sont pas nécessairement les mêmes que celles utilisées par Eurobaromètre. En conséquence la comparaison entre les ensembles de données ne peut être que qualitative.

### **2.2.1 Adhésion à l'électronucléaire**

Le sondage Globescan montre que dans les 18 pays couverts :

- 34 % des personnes interrogées estiment que les pays dotés de centrales nucléaires devraient utiliser celles qu'ils possèdent déjà mais ne pas en construire de nouvelles ;
- 28 % estiment que l'électronucléaire est une source sûre et importante d'électricité et que les pays intéressés devraient construire de nouvelles centrales nucléaires ;
- 25 % estiment que l'électronucléaire est dangereux et que toutes les centrales nucléaires en exploitation dans le monde devraient être fermées le plus tôt possible.

---

4. Les pays couverts par le sondage étaient l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Cameroun, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Jordanie, le Maroc, le Mexique, le Royaume-Uni et la Russie.

Dans l'ensemble de ces pays, 59 % des personnes interrogées ne sont pas en faveur de la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les partisans de la construction de nouvelles centrales nucléaires représentent un tiers ou plus en Australie, en Corée du Sud, aux États-Unis, en Inde, en Indonésie, en Jordanie, et au Royaume-Uni, mais ce n'est qu'en Corée du Sud qu'il y a une majorité absolue en faveur de la construction de nouvelles centrales. En France et au Japon, pays dotés d'importants parcs nucléaires, respectivement 25 % et 21 % se déclarent en faveur de la construction de nouvelles centrales nucléaires. Cependant, respectivement 50 % et 61 % souhaitent le maintien en exploitation des centrales existantes. C'est au Maroc, en Jordanie et en Arabie Saoudite, au Cameroun et en Indonésie – pays qui sont tous dépourvus d'un parc nucléaire – que le soutien en faveur de la fermeture de toutes les centrales nucléaires au monde est le plus fort, encore que l'on observe aussi en Jordanie et en Indonésie un fort soutien à la construction de nouvelles centrales.

Dans l'Union européenne, à la question *Êtes-vous favorable ou opposé(e) à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans votre pays ?*, 36 % des personnes interrogées avaient des opinions pondérées, 20 % étaient favorables à l'énergie nucléaire et 37 % lui étaient opposés. Il semblerait donc que les Européens soient moins bien disposés à l'égard de l'énergie nucléaire que leurs homologues dans les 18 pays couverts par le sondage Globescan. La différence d'opinion entre la moyenne des Européens et la moyenne des populations du monde entier est d'environ 30 %.

### **2.2.2 Sécurité nucléaire**

L'enquête Globescan était fondée sur des interviews réalisées par téléphone ou en face à face entre le 13 mai et le 25 août 2005, quelque quatre années après l'attaque terroriste à New York. Le sondage auprès d'un millier environ d'adultes interrogés dans chacun des 18 pays couverts montre que :

- 54 % des personnes interrogées estiment que les risques d'actes terroristes de nature nucléaire sont élevés en raison d'une protection insuffisante ;
- 28 % estiment que les risques d'attaques terroristes sont faibles en raison d'une protection suffisante.

Dans 14 des 18 pays, les personnes interrogées estiment en majorité que le risque d'actes terroristes mettant en jeu des matières radioactives et des installations nucléaires est élevé à cause d'une protection insuffisante. Les Japonais (79 %) sont plus susceptibles que d'autres de le croire, suivis par les Russes (63 %), les Indonésiens (62 %), les Allemands (60 %), les Français

(57 %), les Mexicains (57 %), les Marocains (57 %), et les Américains (56 %). Ces résultats dénotent l'existence d'un haut degré de préoccupation dans la population, en particulier au Japon, concernant le terrorisme nucléaire.

La position observée au Japon fait écho à celle relevée en Europe, où 74 % souscrivent à l'assertion selon laquelle le terrorisme constitue une très grande menace pour les centrales nucléaires. Cependant, on constate là encore que les Européens sont plutôt plus préoccupés que ne le sont leurs homologues dans le reste du monde.

### 2.2.3 Changement climatique

Le sondage Globescan montre qu'en donnant un aperçu de l'avantage de l'électronucléaire du point de vue du changement climatique, dans l'ensemble des 18 pays couverts par le sondage :

- le soutien en faveur de l'expansion de l'électronucléaire augmente de 10 % en moyenne, passant de 28 % à 38 % ;
- 19 % des personnes interrogées, qui ont déclaré que l'électronucléaire est dangereux, changent d'avis ;
- 35 % de celles qui ont déclaré qu'aucune centrale supplémentaire ne devrait être construite, changent d'avis.

**Tableau 5 : Soutien en faveur de l'expansion de l'électronucléaire avant et après la fourniture d'explications sur les avantages du nucléaire pour lutter contre le changement climatique**

Pays	Après explication du changement climatique	Avant explication du changement climatique	Variation du soutien en faveur de l'énergie nucléaire
Allemagne	38	22	+16 %
Arabie Saoudite	25	16	+9 %
Argentine	24	14	+10 %
Australie	47	34	+13 %
Cameroun	32	21	+11 %
Canada	42	34	+8 %
Corée du Sud	66	52	+14 %
États-Unis	45	40	+5 %

Tableau 5 : Soutien en faveur de l'expansion de l'électronucléaire avant et après la fourniture d'explications sur les avantages du nucléaire pour lutter contre le changement climatique **(Suite)**

Pays	Après explication du changement climatique	Avant explication du changement climatique	Variation du soutien en faveur de l'énergie nucléaire
France	42	25	+17 %
Hongrie	36	19	+17 %
Inde	43	33	+10 %
Indonésie	52	33	+19 %
Mexique	46	32	+14 %
Royaume-Uni	44	33	+11 %

Toutefois, dans deux pays seulement (Corée du Sud et Indonésie), les personnes interrogées sont en majorité en faveur d'une expansion de l'électronucléaire afin de contribuer à lutter contre le changement climatique, ce qui souligne l'indécision générale, voire la réticence du public à voir construire davantage de centrales nucléaires. Ces données sont présentées dans le tableau 5.

Les États-Unis présentent le plus faible accroissement du soutien en faveur du nucléaire lorsque l'aspect visant le changement climatique est évoqué : il se peut que cela soit à l'image de la position des États-Unis du point de vue de l'action des pouvoirs publics concernant le changement climatique à l'époque du sondage.

Le sondage Eurobaromètre sur les Européens et la sûreté nucléaire a aussi cherché à déterminer si le soutien en faveur de l'énergie nucléaire augmenterait si les gens en comprenaient mieux les avantages potentiels, encore que la question posée comportait la notion de renforcement de la sécurité énergétique. Les résultats étaient analogues à ceux du sondage Globescan : 21 % de ceux qui souhaitaient auparavant une réduction de l'énergie nucléaire, en maintiendrait la part et 6 % encore l'augmenteraient. Parmi ceux qui souhaitaient initialement le maintien de cette part, 16 % l'augmenteraient maintenant.

Comme on l'a observé plus haut, le fait de fournir davantage d'informations sur l'électronucléaire en tant qu'option énergétique, semble avoir un effet positif sur les réactions à son égard.

### 2.3 Aspects socio-démographiques

Eurobaromètre et Globescan relèvent des tendances sociodémographiques similaires dans leurs données.

Les sondages Eurobaromètre relatifs à l'UE relèvent que :

- Les hommes sont notablement plus nombreux que les femmes à penser que l'énergie nucléaire présente plus d'avantages que de risques (39 % contre 27 %).
- Les personnes interrogées ayant des niveaux d'étude élevés sont davantage susceptibles de penser que les avantages du nucléaire l'emportent sur les risques (38 % dans le groupe ayant le niveau d'étude le plus élevé contre 27 % dans le plus bas).
- Ceux qui se situent à la droite de l'éventail politique pensent que les avantages de l'énergie nucléaire sont plus importants que les risques plus souvent que ne le font ceux qui se situent à gauche (43 % contre 29 %).
- Les personnes âgées sont moins enclines à souhaiter que la part du nucléaire soit réduite (34 % chez les plus de 55 ans contre 41 % chez les moins de 55 ans).

Le sondage Globespan exécuté pour le compte de l'AIEA relève que :

- Les hommes sont plus enclins que les femmes à déclarer que l'énergie nucléaire est sûre (33 % contre 23 %).
- Les personnes ayant des niveaux élevés d'étude ont plus tendance que celles ayant des niveaux d'étude peu élevés, à déclarer que l'énergie nucléaire est sûre et que les pays concernés devraient construire de nouvelles centrales nucléaires (36 % contre 24 %).
- Les personnes moins instruites sont plus susceptibles que celles ayant un bon niveau d'instruction de déclarer que l'électronucléaire est dangereux et que toutes les centrales devraient être fermées (28 % contre 21 %).

En résumé, l'énergie nucléaire suscite davantage d'adhésion chez les hommes, les personnes ayant un bon niveau d'instruction, celles qui se situent à droite de l'éventail politique et celles qui sont âgées.

## **2.4 Sondages internationaux – aspects généraux**

Dans la présente section, on a constaté que les sondages Eurobaromètre et Globescan donnent, dans l'ensemble, le même tableau de l'opinion publique pour trois questions clés : le soutien en faveur de l'énergie nucléaire est limité dans le monde entier, le terrorisme est considéré comme une grave menace et l'opposition s'atténue lorsque les personnes interrogées sont instruites des avantages potentiels de l'énergie nucléaire.

### **Référence**

- [1] Commission européenne (2007), Eurobaromètre spécial, *Energy Technologies: Knowledge, Perception, Measures*, disponible à l'adresse suivante : [ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_262\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_262_en.pdf)

### 3. TENDANCES CHRONOLOGIQUES DANS LES SONDAGES NATIONAUX D'OPINION PUBLIQUE

La présente section expose les tendances dans les sondages d'opinion afin de percevoir si l'adhésion au nucléaire est dans l'ensemble en hausse ou en baisse de par le monde. Il n'est possible de comparer les résultats des sondages exécutés par différentes organisations qu'à condition qu'une méthodologie homogène ait été utilisée chaque fois que l'opinion publique a été sondée. Toutefois, il convient de noter que la plupart de ces sondages ont demandé des réponses par oui ou par non plutôt qu'ils n'ont sondé un éventail d'opinions.

Des sondages faits à différentes dates sont présentés dans les figures 13 à 19 pour la Finlande [1], la France [2], la Hongrie [3], le Japon [4], la Suède [5], le Royaume-Uni [6] et les États-Unis [7]. Ces sondages ont chacun posé des questions formulées de façon légèrement différente, de sorte que des comparaisons quantitatives entre ces sondages ne sont pas pertinentes. Le sondage hongrois se rapportait spécifiquement à l'exploitation de la centrale nucléaire de Paks, la seule existant en Hongrie.

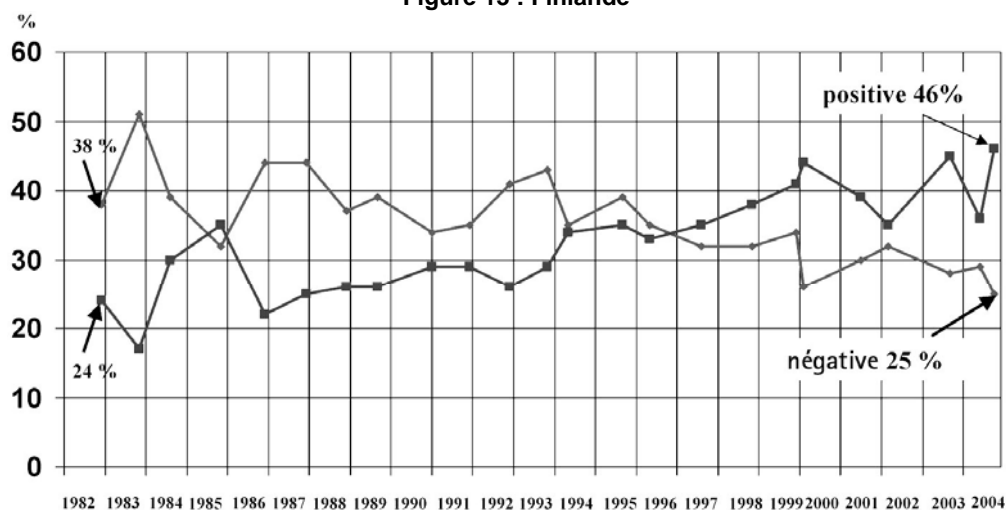
Les résultats de ces sondages évolutifs sont présentés dans le tableau 6.

**Tableau 6 : Synthèse de l'évolution dans le temps  
du soutien en faveur de l'énergie nucléaire**

	Période couverte par les sondages (années)	Accroissement du soutien (en %) sur la période de sondage	Niveau de soutien (en %) dans le sondage le plus récent
<b>États-Unis</b>	9	20	<b>62</b> (2007)
<b>Finlande</b>	21	21	<b>45</b> (2003)
<b>France</b>	13	~0	<b>47</b> (2007)
<b>Hongrie</b>	14	7	<b>75</b> (2005)
<b>Japon</b>	30	-15	<b>40</b> (2008)
<b>Royaume-Uni</b>	<b>6</b>	16	<b>36</b> (2007)
<b>Suède</b>	19	38	<b>50</b> (2005)

Il ressort de ce tableau que le soutien en faveur de l'énergie nucléaire s'est fortement accru en Europe occidentale au cours des dix à vingt dernières années, sauf en France. L'examen de l'évolution des sondages dans ces pays révèle qu'une fraction sensiblement identique de la population demeure en faveur du nucléaire, mais qu'un nombre croissant de personnes passe de l'opinion « ne sait pas » à une position négative. L'évolution de l'opinion a été plus lente en Hongrie, mais elle continue de s'élever bien qu'elle se situe à un niveau régulièrement élevé. Aux États-Unis, l'opinion favorable s'est accrue d'environ 20 % au cours de la décennie écoulée. Il n'a pas été aisé d'obtenir des données évolutives dans le temps dans les pays d'Asie autres que le Japon. Au Japon, le soutien du public progresse régulièrement depuis l'accident de Tchernobyl, et s'est accru de 10 % au cours des deux dernières décennies.

Figure 13 : Finlande



Source : Suomen Gallup Oy/TNS Gallup Oy - Fédération finlandaise des industries énergétiques

Figure 14 : France

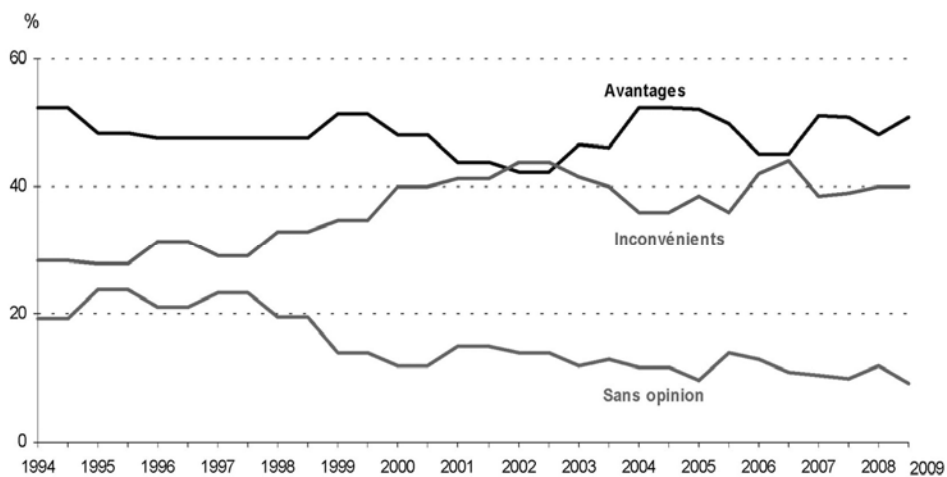
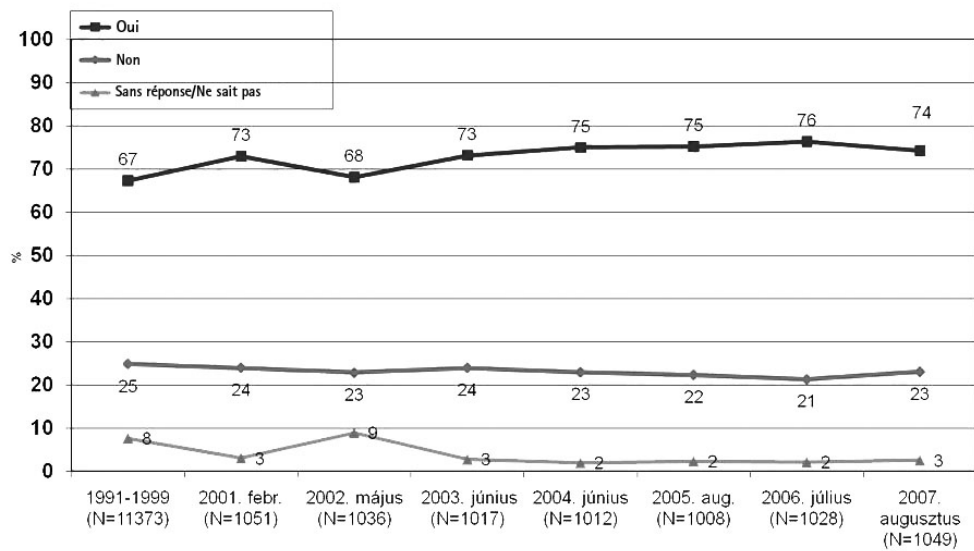


Figure 15 : Hongrie



Bázis=az összes válaszadó, A/14. kérdés

Figure 16 : Japon

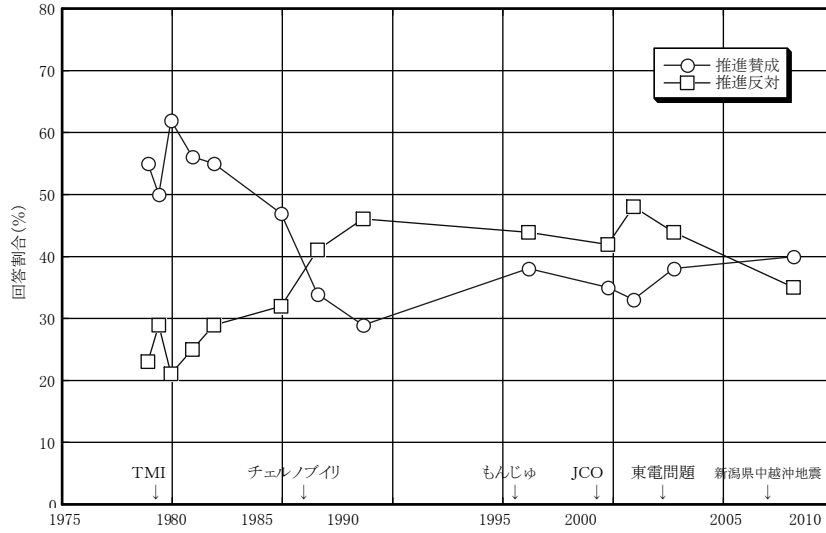
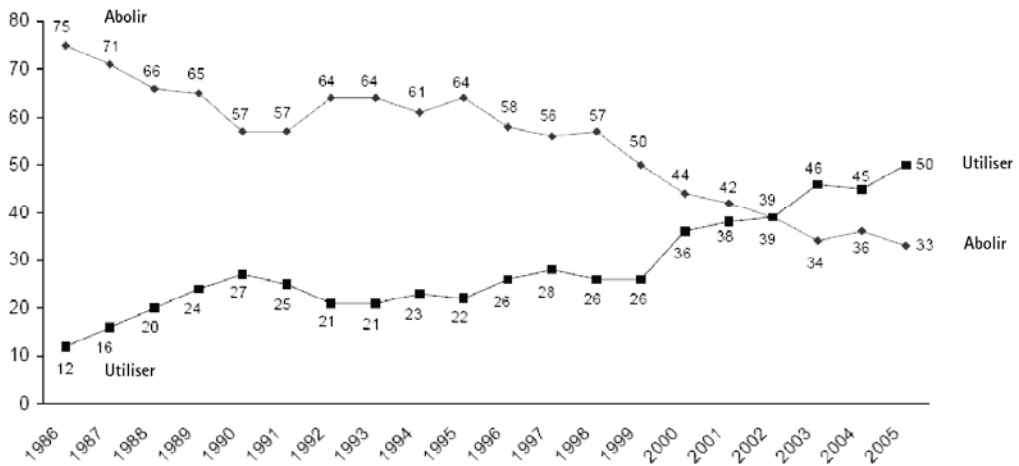


図1. 朝日新聞社による原子力発電に関するアンケート調査結果の時系列変化

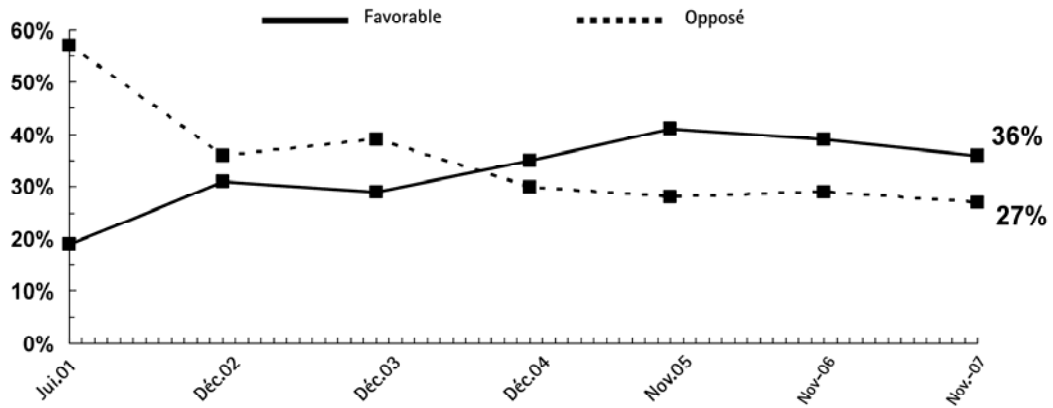
Figure 17 : Suède

Opinion des Suédois sur le recours à l'électronucléaire en tant que source d'énergie



**Figure 18 : Royaume-Uni**

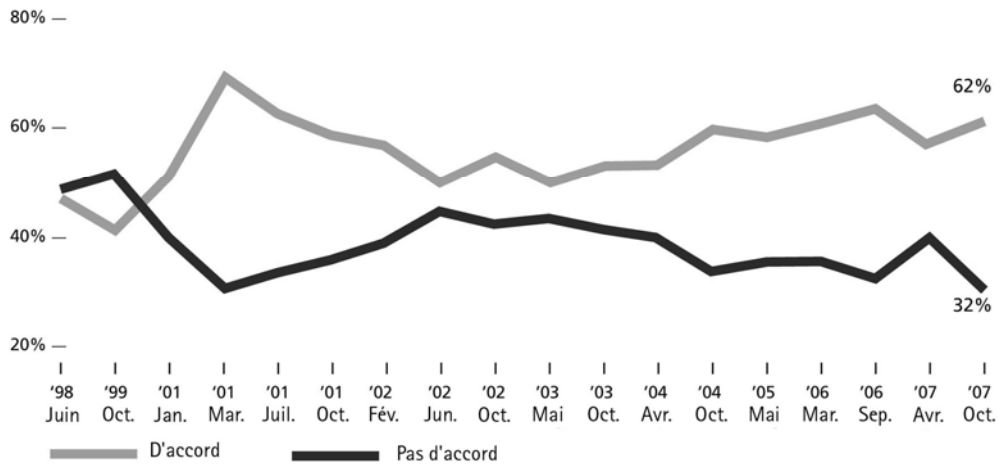
*Dans quelle mesure êtes vous favorable ou opposé à la construction de nouvelles centrales nucléaires en Grande-Bretagne pour REMPLACER celles qui seront mises hors service au cours des prochaines années ? Cela permettrait de maintenir à l'identique la part de l'énergie nucléaire.*



**Figure 19 : États-Unis**

**Soutien en faveur de la construction de davantage de centrales nucléaires**

Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord avec l'affirmation suivante : "Nous devrions vraiment construire davantage de centrales nucléaires à l'avenir" ?



En résumé, l'évolution dans le temps des sondages montre que l'opinion est en train de devenir favorable à l'électronucléaire en Europe – du moins dans le cas des pays considérés ici – ainsi qu'au Japon et aux États-Unis.

## Références

- [1] AEN (2007), « Attitudes in Finland towards the use of Nuclear Power » (Réactions en Finlande à l'égard du recours à l'électronucléaire), OCDE, Paris, France. Voir le site Web de l'AEN : [www.nea.fr/html/general/profiles/finland.html](http://www.nea.fr/html/general/profiles/finland.html).
- [2] CREDOC(2006), *Le baromètre d'opinion sur les Français et l'énergie*, disponible à l'adresse suivante : [www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/ins-barometre9.htm](http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/ins-barometre9.htm).
- [3] ETV-ERŐTERV Rt. (2006), *Paksi Atomerőmű 1 – 4. Blokk a Paksi Atomerőmű Üzemidő-Hosszabbítása Környezeti Hatástanulmány Közérthető Összefoglaló*, disponible à l'adresse suivante : [www.atomeromu.hu/jovo/uhp\\_kozertheto.pdf](http://www.atomeromu.hu/jovo/uhp_kozertheto.pdf).
- [4] Sondage de l'Asahi Sinbun sur l'énergie nucléaire, 2008.
- [5] Holmberg, S. (2006), *Swedish Public opinion on Nuclear Power* (L'opinion publique suédoise sur l'électronucléaire), Department Political Science (Département des sciences politiques), Göteborg University (Université de Göteborg), SOM Institute, Suède, disponible à l'adresse suivante [www.som.gu.se/rapporter/opinion\\_nuclear\\_power/Public\\_opinion\\_on\\_nuclear\\_power.pdf](http://www.som.gu.se/rapporter/opinion_nuclear_power/Public_opinion_on_nuclear_power.pdf).
- [6] Ipsos MORI (2007), *Public Attitudes to the Nuclear Industry* (Réactions du public face à l'industrie nucléaire). Voir le site Web d'Ipsos Mori : [www.ipsos-mori.com/content/polls-07/attitudes-to-nuclear-energy.ashx](http://www.ipsos-mori.com/content/polls-07/attitudes-to-nuclear-energy.ashx).
- [7] Nuclear Energy Institute (2007), *Perspective on Public Opinion, December 2007* (Point de vue sur l'opinion publique, décembre 2007), Washington DC, États-Unis. Voir le site Web du NEI : [www.nei.org/resourcesandstats/publicationsandmedia/newslettersandreports/perspectivesonpublicopinion/](http://www.nei.org/resourcesandstats/publicationsandmedia/newslettersandreports/perspectivesonpublicopinion/).

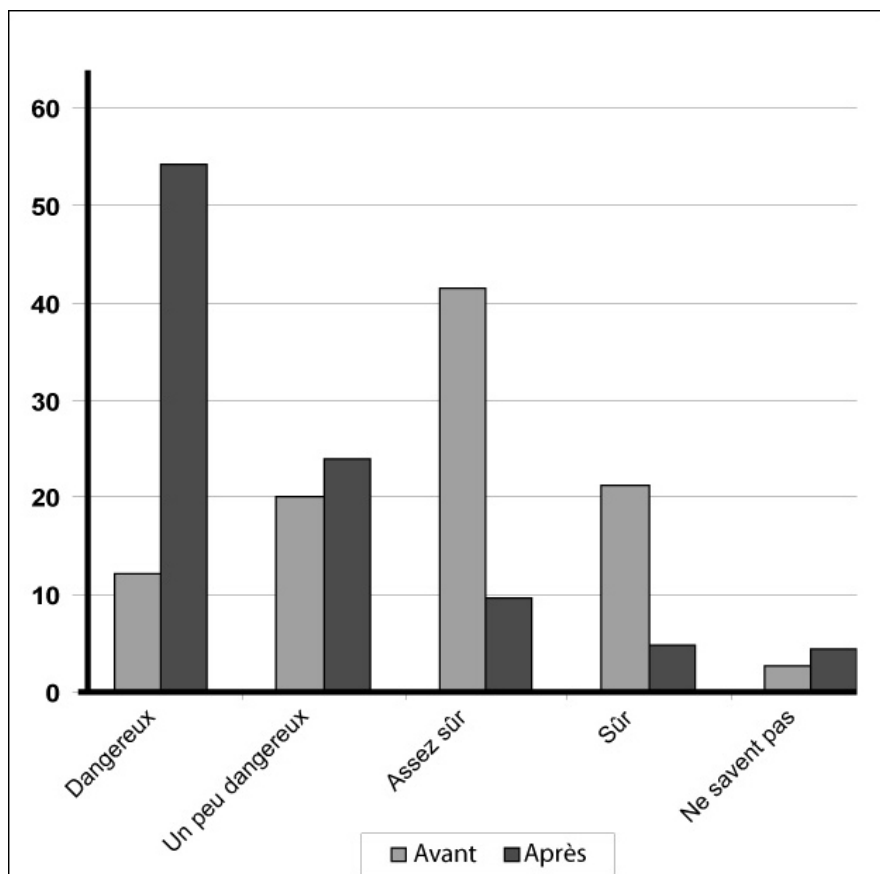
#### **4. LES ÉVÉNEMENTS NUCLÉAIRES ET LEURS INCIDENCES SUR L'OPINION PUBLIQUE**

L'accident de Three Mile Island survenu en mars 1979 et celui beaucoup plus grave de Tchernobyl en avril 1986 ont une incidence indéniable sur les réactions du public face à l'électronucléaire. On peut le constater dans le brusque changement de l'opinion publique en Finlande en 1986.

La figure 20 montre comment les opinions ont changé [1] dans la région de Tokai Mura au Japon après l'accident de criticité survenu en 1999 dans l'usine de traitement de l'uranium. Une erreur en cours d'exploitation a conduit à une fuite radioactive, tuant deux travailleurs et exposant 400 personnes environ à de faibles doses de rayonnements. Dans une enquête menée à la fin de 1999 par les autorités locales, le nombre de personnes interrogées favorables à l'électronucléaire après l'accident de Tokai Mura est tombé de 52 % à 32 %, alors que ceux souhaitant l'abandon de l'électronucléaire s'est accru, passant de 12 % à 40 %. En outre, à la suite de l'accident de Tokai Mura, le nombre des répondants qui ont déclaré que les installations électronucléaires ne sont pas sûres est passé de 32 % à 78 %.

Un facteur, qui détermine fortement la confiance dans les exploitants d'installations nucléaires, est tout délai notable entre la survenue d'un événement et la communication d'informations au public. Dans le cas des événements survenus à Three Mile Island et à Tchernobyl, cette période a été longue. Aujourd'hui, les temps de réponse ont été considérablement abrégés et des événements, même mineurs, dans des centrales nucléaires peuvent être suivis par l'intermédiaire des médias avec un haut degré de transparence.

Figure 20 : Idées que les résidents de Tokai Mura se font de la sûreté des installations nucléaires avant et après l'accident de 1999



### Référence

- [1] Kotler, M.L. et Hillman, I.T. (2000), *Japanese Energy Security and Changing Global Energy Markets: An Analysis of Northeast Asian Energy Cooperation and Japan's Evolving Leadership Role in the Region* (La sécurité énergétique japonaise et l'évolution des marchés énergétiques mondiaux : analyse de la coopération énergétique en Asie du nord-est et rôle pilote évolutif du Japon dans cette région), *The Baker Institute Energy Forum, Rice University, Houston, États-Unis*, disponible à l'adresse suivante :

[www.rice.edu/energy/publications/japaneseenergysecurity.html](http://www.rice.edu/energy/publications/japaneseenergysecurity.html)

## **5. GAGNER LA CONFIANCE PAR LA PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES**

Au cours des deux décennies passées, l'importance de la dimension sociale dans la prise des décisions ayant une incidence sur la protection du public et de l'environnement, est devenue de plus en plus manifeste. Cette remarque vaut tout particulièrement pour les situations mettant en jeu des aspects techniques complexes du type de celles généralement rencontrées dans le cas de l'énergie nucléaire.

Au milieu des années 90, on a observé une aspiration croissante de la part du public à être plus directement associé à la prise de décision concernant la technologie en général. Il s'agissait, bien entendu, d'une remise en cause manifeste de la manière dont de telles décisions ont été prises depuis toujours. Dans les démocraties libérales, il était entendu que les gouvernements dûment élus étaient mandatés pour prendre ces décisions et pour déléguer leur pouvoir à toute une variété d'organismes spécialisés chargés de superviser la mise en œuvre et le fonctionnement des technologies. Des consultations avec les parties concernées ont toujours fait partie de ce processus global, mais la nature complexe de nombre des questions en jeu a fait qu'il semble naturel qu'elles demeurent pour une large part la chasse gardée des experts dans ces divers domaines. En conséquence, la notion suivant laquelle un large éventail de « parties prenantes », dont bon nombre peut-être sont dépourvues de toutes compétences techniques en la matière, devraient prendre part au processus de décision, a soulevé, à ce qu'il paraît, des questions délicates. L'AEN s'est penchée sur ces aspects dans le contexte de la radioprotection, à l'occasion d'une série de trois réunions de travail en 1998 [1], 2001 [2] et 2003 [3].

En 2000, l'AEN a créé le Forum sur la confiance des parties prenantes (FSC) [4] chargé de faciliter la mise en commun de l'expérience acquise en abordant la dimension sociétale de la gestion des déchets radioactifs. Le FSC étudie des moyens permettant d'instaurer un dialogue efficace avec le public en vue de renforcer la confiance dans les processus de décision. Le FSC a tenu une série de réunions et d'ateliers nationaux axés sur la participation des parties prenantes aux problèmes de gestion des déchets dans le pays hôte. De tels ateliers ont été organisés en Finlande en 2001, au Canada en 2002, en Belgique en 2003, en Allemagne en 2004, en Espagne en 2005 et en Hongrie en 2006.

L'une des tendances qui se dégagent clairement des débats de l'AEN est que l'époque où les échanges entre les institutions de gestion des déchets radioactifs et la société se limitaient à des mécanismes rigides est révolue. Des interactions plus complexes se sont désormais instaurées entre les protagonistes au niveau national, régional et en particulier local, étant donné que d'importants projets industriels sont fortement tributaires du choix du site d'implantation et d'autres considérations locales, et une vision plus vaste et plus réaliste de la prise de décision est en train de prendre corps. Il est manifeste que plusieurs objectifs intéressants sont atteints grâce à la participation des parties prenantes, notamment :

- intégrer les valeurs du public dans les décisions ;
- accroître la qualité fondamentale des décisions ;
- résoudre l'opposition entre intérêts contradictoires ;
- asseoir la confiance dans les institutions ;
- instruire et informer le public.

Ces observations concordent largement avec d'autres travaux récents dans ce domaine, notamment ceux menés à l'OCDE (Programme de gestion publique) [5], et par la Commission européenne [6].

Un exemple notable d'engagement des parties prenantes est offert par le Royaume-Uni [7]. Pendant une trentaine d'années, le Royaume-Uni s'est efforcé sans succès de trouver une solution à long terme au problème de la gestion de ses déchets de haute activité. Au cours de cette période, chaque initiative en vue de trouver un moyen d'avancer a sombré à la suite de l'opposition et des protestations qu'elle a suscité. Après un important programme de forages et une enquête publique prolongée, la proposition relative à un laboratoire souterrain à Sellafield a été rejetée en 1997. Pour une part, il s'agissait d'un problème technique, mais les déchets radioactifs sont aussi un problème social. Une solution à ce problème ne doit pas seulement être techniquement réalisable, mais aussi acceptable devant l'opinion. Le Gouvernement du Royaume-Uni a admis que l'ouverture et la transparence dans la prise de décision sont nécessaires pour gagner la confiance du public et qu'il faudrait des mécanismes permettant d'intégrer le public au processus de décision. Il s'agit notamment d'associer le public dès les premiers stades, de prévoir suffisamment de temps pour la prise de décision, d'assurer l'ouverture et la transparence, et une approche démocratique de la prise de décision.

C'est dans ce contexte, que le Comité sur la gestion des déchets radioactifs [*Committee on Radioactive Waste Management – CoRWM*] a été nommé par le

Gouvernement du Royaume-Uni afin d'entreprendre cette tâche et il s'est mis au travail en novembre 2003. Il avait pour mission « d'inspirer confiance au public » et d'appliquer des principes éthiques à la prise de décision de même que le meilleur de la science et de la technologie.

Le CoRWM a attaché une très grande valeur à la nécessité de s'engager auprès des parties prenantes et des citoyens. Il y a eu quatre phases principales d'engagement du public et des parties prenantes, conçues pour associer les participants à une contribution dans la durée aux décisions essentielles. On a eu recours à diverses techniques, notamment à des tours de table des parties prenantes, à des organisations civiques, à un Forum national des parties prenantes et à des réunions à participation non limitée. De plus vastes publics ont été touchés, notamment des jeunes par l'intermédiaire d'un Projet Écoles [*Schools Project*] approfondi couvrant 15 établissements d'enseignement et 1 305 étudiants, d'un manuel de discussion [*Discussion Guide*] largement diffusé et de quelque 700 réponses fournies sur le site Web et par écrit. Toutes les contributions ont été enregistrées et ont fourni un apport notable aux décisions du CoRWM. Les personnes du public ont aussi été à même de participer en assistant aux réunions plénières du CoRWM, qui ont comporté des séances publiques de questions-réponses, ainsi que par courrier classique ou électronique.

Le programme d'engagement du public et des parties prenantes du CoRWM constitue probablement la plus vaste entreprise en vue d'informer et d'exercer une influence menée jusqu'à présent au Royaume-Uni en matière de prise de décision publique. Il s'est révélé un élément indissociable du mode d'action du CoRWM et c'est sur ce fondement que le Comité peut prétendre qu'il a jeté les bases permettant de gagner la confiance du public dans ses recommandations : en particulier, le projet de recommandations du Comité a en effet suscité une réaction favorable de la part de la quasi-totalité des personnes interrogées.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a adopté toutes les recommandations du CoRWM. On relève des exemples analogues dans un certain nombre d'autres pays.

## Références

- [1] AEN (1998), *Aspects sociaux de la prise de décisions dans des situations radiologiques complexes*, Compte-rendu d'un Atelier international, Villigen, Suisse, 13-15 janvier 1998, OCDE, Paris, France.
- [2] AEN (2001a), *La prise de décision en radioprotection : domaines d'action des pouvoirs publics – résumé*, 2<sup>ème</sup> atelier de Villigen, Suisse, 23-25 janvier 2001, OCDE, Paris, France.
- AEN (2001b), *Mieux intégrer la radioprotection dans la société moderne*, 2<sup>ème</sup> Atelier de Villigen, Suisse, 23-25 janvier 2001, OCDE, Paris, France.
- [3] AEN (2004a), *Stakeholder Participation in Radiological Decision Making: Processes and Implications – Case Studies* (Participation de la société civile aux décisions de radioprotection : mécanismes et implication – études de cas), 3<sup>ème</sup> Atelier de Villigen, Suisse, 21-23 octobre 2003, OCDE, Paris, France.
- AEN (2004b), *Stakeholder Participation in Radiological Decision Making: Processes and Implications*, 3<sup>ème</sup> Atelier de Villigen, Suisse, 21-23 octobre 2003, OCDE, Paris, France.
- AEN (2004c), *Stakeholder Participation in Radiological Decision Making: Processes and Implications, Summary Report*, 3<sup>ème</sup> Atelier de Villigen, Suisse, 21-23 octobre 2003, OCDE, Paris, France.
- [4] Voir le site Web de l'AEN : [www.nea.fr/html/rwm/fsc.html](http://www.nea.fr/html/rwm/fsc.html)
- [5] AEN (2003), "Evaluating public participation exercises; PUMA findings" (Evaluation des travaux relatifs à la participation du public : observation du PUMA), par Vergez, C. dans le Compte-rendu de la session thématique consacrée aux « Outils propres à favoriser la participation des parties prenantes : Critères de sélection et d'évaluation ». Accessible au public à l'adresse suivante : [www.nea.fr/html/rwm/fsc.html](http://www.nea.fr/html/rwm/fsc.html)
- [6] RISKGOV (2004), [www.riskgov.com/](http://www.riskgov.com/)  
TRUSTNET (2004), [www.trustnetinaction.com/](http://www.trustnetinaction.com/)  
Atherton, E. (2003), "Evaluation criteria for dialogue processes: Key findings from RISCOP II" (Critères d'évaluation applicables aux mécanismes de dialogue : principales conclusions tirées de RISCOP II), dans le Compte-rendu de la Session thématique consacrée aux Outils propres à favoriser la participation des parties prenantes [*ibid.*].
- [7] Disponible à l'adresse suivante :  
[www.corwm.org.uk/Pages/Lnk\\_pages/key\\_issues.aspx](http://www.corwm.org.uk/Pages/Lnk_pages/key_issues.aspx)

## 6. COMMUNICATION ET COMPRÉHENSION DU PUBLIC

Comme en témoigne l'exemple du Royaume-Uni avec le CoRWM, les personnes du public peuvent jouer un grand rôle dans la formulation de la politique visant l'énergie nucléaire. Cependant, la qualité de cette interaction dépend d'un certain nombre de facteurs, qui sont déterminés par la communication en matière de risque, notamment par les niveaux de connaissance et de compréhension, la confiance et la perception des risques par le public (plutôt que par les experts). Il est manifeste que si les parties prenantes, notamment des personnes du public, doivent intervenir dans les décisions sur le point de savoir si oui ou non on aura recours à l'énergie nucléaire, il faut alors qu'elles soient capables de prendre des décisions éclairées. La participation du public, et donc l'acquisition de connaissances, sont susceptibles de revêtir une importance croissante dans de nombreux pays, en déterminant l'avenir de l'énergie nucléaire.

Alors que la confiance du public dans les décideurs s'est manifestement effritée dans le domaine de l'énergie nucléaire, l'acceptation de l'électro-nucléaire par le public progresse dans le monde entier, bien que les niveaux perçus de connaissance semblent faibles. Les sondages Eurobaromètre montrent que, actuellement, les personnes du public ne croient pas avoir la maîtrise des décisions relatives aux risques acceptables, ni de la mise en œuvre de ces décisions, du moins en partie à cause d'un manque d'informations. Les Gouvernements, les groupements du secteur et les ONGs peuvent combler ces déficits d'information, en abordant des questions telles que les déchets nucléaires, les différences entre les perceptions du risque par les experts et le public et la confusion existant à propos du rôle que pourrait jouer l'énergie nucléaire dans l'atténuation du changement climatique.

Les sondages Eurobaromètre montrent qu'à un niveau national, le public a une faible compréhension de la sécurité des approvisionnements en énergie ; la sécurité des approvisionnements semble être un élément moteur primordial de l'action gouvernementale à un niveau politique, mais pas à un niveau public. Le changement climatique joue effectivement un rôle positif notable en influant sur les perceptions de l'énergie nucléaire par le public, mais là encore il y a un déficit d'information et de compréhension. Cela laisse penser que les dirigeants

politiques ont essuyé un échec dans le domaine de l'éducation en matière de politique énergétique.

Les responsables de l'action gouvernementale doivent s'efforcer d'accroître les connaissances du public concernant toutes les options énergétiques, notamment les options qui ne sont pas retenues en vue d'être mises en œuvre. Tant que le rôle de toutes les options énergétiques n'est pas entièrement arrêté, les experts du secteur, les décideurs et les ONGs doivent poursuivre devant l'opinion publique l'examen des risques et des avantages de chacune d'elles. L'éducation et la communication sont décisives si l'on veut mieux faire comprendre les avantages de toutes les technologies de l'énergie, notamment du nucléaire.

Le public fait confiance en premier lieu aux scientifiques et aux ONGs à propos des questions nucléaires. La confiance accordée aux gouvernements nationaux pour ces questions est faible, ce qui dénote manifestement l'existence d'un problème, s'agissant de la manière dont les gouvernements peuvent réussir à communiquer avec leurs publics.

La quasi totalité des scénarios relatifs à l'offre et à la demande futures d'énergie indiquent une progression notable du recours à l'électronucléaire au moins jusqu'au milieu de ce siècle. En conséquence, une relation permanente entre les décideurs, la société et l'industrie nucléaire afin de développer l'acquisition de connaissances et la participation du public prendra une importance croissante dans la définition de l'avenir de la politique de l'énergie nucléaire. Cette communication doit être franche, honnête et équilibrée.

## 7. CONCLUSIONS

- On ne peut espérer comprendre les réactions du public face à l'énergie nucléaire, et les aspects qui influent sur ces réactions, sans demander leur avis aux gens. Les sondages d'opinion peuvent être imprécis, mais ils constituent le seul instrument aisément accessible qui permette de comprendre les réactions du public.
- Les sondages montrent que l'énergie nucléaire n'occupe pas une place prééminente parmi les préoccupations quotidiennes des gens. Les questions revêtant davantage d'importance sont la stabilité économique, la criminalité et les soins de santé – aspects qui touchent les gens dans leur vie quotidienne.
- Les gens comprennent pour la plupart que, lorsque c'est le cas, leur pays soit tributaire des sources d'énergies importées. Les deux tiers des personnes s'accordent à considérer que l'électronucléaire contribue à rendre leur pays moins dépendant des importations d'énergie et la moitié reconnaît que le nucléaire garantit des prix bas et plus stables. Il s'agit d'aspects qui figurent au premier rang de leurs préoccupations visant l'énergie. Il existe cependant une absence générale de compréhension du fait que l'énergie nucléaire peut contribuer à lutter contre le changement climatique.
- Dans l'ensemble de l'Europe, les populations s'attendent à ce que la part de l'énergie nucléaire demeure à l'avenir la même qu'aujourd'hui. Cependant, les sondages montrent que les gens peuvent avoir une perception illusoire de la contribution que l'énergie solaire et éolienne pourrait apporter aux approvisionnements énergétiques à l'avenir.
- Plus de la moitié des personnes pensent que les risques de l'électronucléaire l'emportent sur ses avantages, en particulier si elles vivent dans des pays dépourvus d'un parc nucléaire, et donc n'ont guère d'expérience personnelle en la matière, ou si elles n'ont pas le sentiment d'être bien informées. Un tiers seulement des personnes interrogées pensent que les avantages du nucléaire sont plus importants que les risques.

- Dans les pays dotés d'un parc nucléaire, à la question « *Êtes-vous favorable ou opposé au recours à l'énergie nucléaire dans votre pays ?* », quelque 40 % des personnes ont donné des réponses se situant au centre de l'éventail des opinions. Quant au reste, 28 % sont nettement favorables et 31 % nettement opposés. Dans les pays dépourvus d'un parc nucléaire, 25 % émettent des avis se situant au centre, avec 54 % d'opinions opposées et 12 % seulement d'opinions favorables.
- Les gens sont davantage préoccupés par les sous-produits de l'énergie nucléaire (déchets radioactifs, terrorisme et prolifération) que par l'exploitation proprement dite des centrales nucléaires. Près de 60 % des personnes estiment qu'il est possible de faire fonctionner les installations nucléaires de manière sûre. L'opposition à l'énergie nucléaire serait considérablement réduite si le problème du stockage définitif des déchets pouvait être résolu.
- L'adhésion à l'énergie nucléaire a progressé au cours de la décennie écoulée en Europe, au Japon et aux États-Unis.
- Une connaissance accrue de l'énergie nucléaire conduit à des degrés accrus de soutien – mais la plupart des gens ont le sentiment d'avoir des niveaux de connaissance insuffisants. C'est aux scientifiques et aux organismes de protection de l'environnement (ONGs) que l'on fait le plus confiance lorsqu'il s'agit de fournir des informations. La moitié seulement des personnes au total fait confiance aux entreprises du secteur énergétique et aux autorités de sûreté nucléaire, mais le degré de confiance augmente dans les pays dotés d'un parc nucléaire. La confiance accordée aux gouvernements en tant que source d'information fiable sur l'électronucléaire est faible.
- Si les gouvernements souhaitent élargir le recours à l'énergie nucléaire, il deviendra de plus en plus important d'instaurer entre les décideurs, l'industrie nucléaire et la société une relation suivie qui développe l'acquisition des connaissances et la participation du public. Cette communication doit être franche, honnête et équilibrée. Le faible niveau de confiance dans les pouvoirs publics concernant ces questions fait qu'il est particulièrement difficile de parvenir à une relation efficace.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE